

PRÉSIDENTENCE-AUDIENCE

Le Président Tebboune reçoit les lettres de créances de nouveaux ambassadeurs

P. 24

INONDATIONS AU NIGER

Un don de 500 tentes sur instruction du Président Tebboune

P. 24

JUSTICE

2 ans de prison dont un avec sursis à l'encontre de Mohamed Djemai

P. 5

DECES DE L'EMIR DU KOWEIT

Cheikh Nawaf Al-Ahmad nouvel émir

Le Koweït a intronisé hier son nouvel émir, cheikh Nawaf Al-Ahmad Al-Sabah, qui succède à son demi-frère, cheikh Sabah, décédé aux Etats-Unis à l'âge de 91 ans. Le nouvel émir, âgé de 83 ans, a prêté serment à l'Assemblée nationale, alors que le pays se prépare à recevoir le corps de cheikh Sabah Al-Ahmad Al-Sabah. Le Koweït a entamé une période de deuil national de 40 jours. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé au Cheikh Nawaf Al-Ahmed Al-Jabir Al-Sabah, nommé officiellement émir de l'Etat du Koweït, un message de condoléances, dans lequel il a mis en avant "les positions honorables" du défunt à l'égard des questions décisives pour la nation arabo-musulmane.

P.p 15-24

DKnews/APS



UNIVERSITÉ-NUMÉRISATION

"Un groupe de travail interministériel pour renforcer la numérisation"

P. 6

SEMENCES DE POMME DE TERRE

"Réduction des importations et augmentation de la production locale"

P. 6

JUSTICE

Le procès de Nachinachi Zoulikha-Chafika dite "Maya" reporté au 7 octobre

P. 5

SANTÉ

**CONSTIPATION
Les aliments à éviter**

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1
Addadi (JSK) rejoint le MCA pour deux saisons

P. 21



ARTS-RENCONTRE

"Accompagner le renouveau des arts de l'oralité" (artistes)

P. 16

MDN

ALGÉRIE-RUSSIE-DÉFENSE

Chanegriha reçoit le directeur du Service Fédéral pour la Coopération militaire et technique russe

P. 3

ANNÉE UNIVERSITAIRE 2020-2021

Le projet de protocole présenté aux partenaires sociaux



Le Secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Noureddine Ghouali a présidé, mardi, une réunion de concertation avec l'ensemble des syndicats et les représentants des associations étudiantes agréées pour présenter le projet de protocole relatif à la gestion de l'année universitaire 2020-2021, a indiqué un communiqué du ministère.

Dans le cadre de l'approche participative adoptée par le secteur de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, le Secrétaire général du ministère, Pr Noureddine Ghouali a présidé, mardi 29 septembre 2020, une rencontre de concertation avec l'ensemble des syndicats et les représentants des associations étudiantes agréées et actives dans le secteur pour présenter le projet de protocole relatif à la gestion de l'année universitaire 2020-2021", lit-on dans le communiqué.

"Le projet élaboré par le secteur en concertation avec les directeurs des établissements universitaires a été présenté lors de cette rencontre qui a permis aux partenaires sociaux actifs dans le secteur, dont des syndicats des enseignants et des travailleurs ainsi que les associations étudiantes, de faire part de leurs observations sur le texte de ce projet et de formuler des propositions pour l'enrichir", ajoute-t-on de même source.

S'en est suivi un riche débat sur les aspects positifs et négatifs de chacun des scénarios présentés lors de cette rencontre, si la situation sanitaire du pays venait à persister, conclut le communiqué.

PARLEMENT APN : la commission des affaires juridiques examine la demande de levée de l'immunité parlementaire de deux députés



La commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'Assemblée nationale (APN) a entamé mercredi l'examen des procédures de levée de l'immunité parlementaire de deux (2) députés sur la base d'une demande introduite par le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Belkacem Zeghamati, a-t-on appris auprès de cette instance législative. La commission présidée par Abdelhamid Si Afif a auditionné, en séance à huis clos, le député Abdelkader Ouali. Le député Mohcine Belabbas, quant à lui, ne s'est pas présenté à l'audition. M. Si Afif a affirmé que la commission "travaillera dans la transparence et dans le cadre des lois et procédures prévues en la matière". Concernant le député absent (Mohcine Belabbas), la commission appliquera à son égard les procédures en vigueur, en commençant par lui donner une seconde chance d'être entendu lors d'une séance ultérieure. La commission des affaires juridiques et administratives et des libertés avait examiné mardi "les mesures législatives et réglementaires afférentes à la question, conformément à l'article 72 du Règlement intérieur de l'APN", avant de décider d'auditionner les deux députés concernés.

EMIGRATION CLANDESTINE Chlef : mise en échec de trois tentatives d'émigration clandestine et arrestation de 31 personnes (GN)



Trois tentatives d'émigration clandestine ont été mises en échec, mardi par la gendarmerie nationale qui a également procédé à l'interpellation de 31 personnes au titre de cette opération, a indiqué dans un communiqué le groupement territorial de ce corps de sécurité.

Selon le même document, les éléments de la gendarmerie nationale ont mis en échec trois tentatives distinctes d'émigration clandestine à partir du large de Tenès (55 km au nord de Chlef), et a procédé à l'interpellation de 31 candidats à l'émigration clandestine, âgés entre 19 et 39 ans.

La mise en échec de ces tentatives a été rendue possible suite à l'exploitation de renseignements faisant état de la présence d'un groupe d'individus qui préparait une opération d'émigration clandestine à partir du littoral de Chlef vers l'Espagne.

Un plan a été mis en place portant notamment sur la fermeture et la surveillance des axes menant vers la ville de Tenès ce qui a permis d'intercepter et d'arrêter les 31 mis en cause dans cette affaire, a-t-on ajouté.

Au titre de cette même opération, la gendarmerie nationale a saisi une embarcation pneumatique, un moteur de marque Suzuki, 200 litres de carburant, 9 gilets de sauvetage, 10 sacs-à-dos, une boussole et une somme de 520 euros Présentés au parquet de Tenès les 31 candidats à l'émigration clandestine ont été remis en liberté.

ORAN Saisie de plus de 3.800 unités de produits pyrotechniques (sûreté de wilaya)

Un total de 3.853 unités de produits pyrotechniques de différents types ont été saisis par les services de police de la wilaya d'Oran, a-t-on appris mardi de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

L'opération a été effectuée par une brigade du service de l'ordre public en collaboration avec la sûreté urbaine 19 au quartier "Yaghmoracen" au chef-lieu de la wilaya à quelques semaines de la célébration du Mawlid Ennabaoui, a-t-on fait savoir, soulignant que des dossiers judiciaires ont été établis contre les mis en cause pour les présenter devant la justice.

L'opération s'inscrit dans le cadre d'un plan de prévention et de lutte contre le commerce illégal des produits pyrotechniques, qui prospère en période de fête religieuse, a fait savoir la même source, indiquant que le plan est toujours en cours pour viguer pour mettre fin au commerce de ces produits dangereux.

D'autre part, les services de la sûreté urbaine 20 ont découvert, à l'intérieur d'un garage d'une habitation faisant office d'un dépôt à haï Feloucene, une quantité de 6.4 Qx de viandes rouges avariées et ont arrêté deux personnes dans cette opération, selon la cellule de communication.

Une perquisition dans ce dépôt ne disposant pas des conditions minimales d'hygiène a permis la saisie de la quantité de viandes avariées, de cinq grands réfrigérateurs, d'un congélateur, de deux balances électroniques, en plus d'une somme de 16 000 dinars.

Une procédure judiciaire a été engagée contre les personnes arrêtées, qui seront déferés devant la justice, a-t-on ajouté.

TOURISME

Les propriétaires d'hôtels "non concernés par la prime Covid-19, mais bénéficieront de dispositions spéciales"



Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Hamidou a indiqué, mardi, à Jijel, que "les propriétaires d'hôtels ne sont pas concernés par les opérations d'indemnisation des pertes dues aux répercussions du Covid-19, mais néanmoins ils feront l'objet de mesures spéciales portant sur le rééchelonnement de leurs dettes et l'octroi de prêts à taux bonifiés".

"Les propriétaires d'hôtels ne font pas partie de la catégorie concernée par les opérations d'indemnisation des pertes d'exploitation dues à la pandémie de la Covid-19", a déclaré le ministre du Tourisme lors d'une conférence de presse tenue en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Jijel.

Il a, à ce propos ajouté que "les propriétaires d'hôtels feront l'objet de mesures spéciales avec notamment la possibilité d'obtenir un rééchelonnement de leurs dettes et de bénéficier de prêts bonifiés à la gestion".

Il est à signaler qu'au cours de sa visite dans la wilaya de Jijel, le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, a souligné "l'importance d'investir davantage dans le tourisme au regard du rôle important qui est dévolu à ce secteur pour permettre à l'Algérie d'en finir avec la dépendance aux hydrocarbures".

Pour rappel, le ministre avait annoncé avoir fixé la date du 15 octobre prochain "comme dernier délai pour trancher sur les dossiers d'investissement touristique en suspens aussi bien à l'échelle centrale que locale".

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ DE DJELFA

Près de 4 milliards de DA de créances



Les créances de la société de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Djelfa auprès de ses clients avoisinent les quatre milliards de DA, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale de cette société.

"Ces créances, dues par les clients jusqu'à août dernier, se répartissent à raison de 2,1 milliards de DA détenus par les ménages, 1,2 milliard par le secteur économique, et 6,8 millions de DA détenus par les administrations publiques", a indiqué, à l'APS, la chargée de la communication auprès de cette direction, Radia Bencherif. A cela, s'ajoutent près de 664 millions de DA de créances liées aux travaux d'approvisionnement en électricité et en gaz, a-t-elle ajouté.

La direction de distribution de l'électricité et de gaz de Djelfa, qui a lancé un appel à ses clients à régler leurs factures impayées, "en vue d'assurer un équilibre financier pour cette société", a signalé n'avoir pas encore procédé "à des coupures de l'alimentation en énergie notamment pour les ménages, en raison de la conjoncture sanitaire traversée par le pays", est-il signalé de même source. Mme Radia Bencherif a rappelé, à l'occasion, les différents modes de paiement assurés aux abonnés de la Sonelgaz, dans le cadre de la nouvelle politique de modernisation du secteur, dont le paiement électronique par la carte Edahabia (d'Algérie Telecom), et par carte bancaire, en plus du mode de paiement classique auprès des agences commerciales.

RÉFÉRENDUM SUR LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Conseil supérieur de la magistrature : une instance garantissant l'indépendance de la Justice consacrée par le projet de révision constitutionnelle

Le projet de révision de la Constitution devant être soumis au référendum du 1er novembre prochain a introduit un nouvel article relatif à la composante du Conseil supérieur de la magistrature et les missions qui lui sont dévolues.

En effet, l'article 180 du projet de révision la Constitution stipule que le Conseil supérieur de la magistrature "garantit l'indépendance de la justice", et qu'il est "présidé par le Président de la République", ce-dernier pouvant charger "le Premier président de la Cour suprême d'en assurer la présidence". Le Conseil supérieur de la magistrature comprend dans sa composante, selon les dispositions du même article, le Premier Président de la Cour suprême (Vice-président), le Président du Conseil d'Etat, quinze (15) magistrats élus par leurs pairs, de six (6) personnalités choisies en raison de leur compétence en dehors du corps de la magistrature, et du président du Conseil national des droits de l'Homme. Selon l'article 181, "le Conseil supérieur de la magistrature décide, dans les conditions que la loi détermine, des nominations, des mutations et du déroulement de la carrière des magistrats". Le même article énonce qu'il est "pourvu aux fonctions judiciaires spécifiques par décret présidentiel après avis conforme du Conseil supérieur de la magistrature", qui veille,



par ailleurs, au "respect des dispositions du statut de la magistrature et au contrôle de la discipline des magistrats". Le Conseil émet, selon les dispositions de l'article 182, "un avis consultatif préalable à l'exercice du droit de grâce par le Président de la République". Président au nom du président de la République, président du Conseil, l'ouverture des travaux de la première session du CSM pour l'année 2020, le ministre de la Justice avait affirmé que le Conseil supérieur de la magistrature était appelé à "consacrer l'indépendance de la Justice", de par le rôle qui lui sera dévolu à la faveur de la prochaine révision constitutionnelle. A ce titre, le ministre a souligné que le Conseil supérieur de la magistrature "restera la plus haute instance du pouvoir judiciaire et la première habilitée à assurer l'encadrement et le suivi de la carrière des magistrats", grâce à la nouvelle approche prévue par les dispositions de l'amendement de la Constitution. Il a également indiqué que le Conseil "r estera le premier garant des droits et libertés et de la suprématie de la Loi".

TOURISME

M. Hamidou : 15 octobre prochain, dernier délai pour trancher sur les dossiers d'investissement en suspens

Le Ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Hamidou a indiqué, mardi, à Jijel, que le 15 octobre prochain a été fixé comme "dernier délai pour trancher sur les dossiers d'investissement touristique en suspens aussi bien à l'échelle centrale que locale".

"Une décision a été prise pour l'étude et traitement de tous les dossiers d'investissement touristique en suspens à l'échelle locale et centrale", a précisé le ministre alors qu'il suivait un exposé sur la situation de son secteur dans la wilaya de Jijel, au cours d'une visite de travail et d'inspection.

Il a, à ce propos affirmé "qu'un délai d'un mois a été accordé pour émettre une réponse aux demandes d'investissement, et ce afin de mettre fin à la longue période d'attente dont se plaignent les investisseurs d'une part, et d'autre part, donner une impulsion à la réalisation de nouveaux projets devant générateur de richesse et de postes d'emploi". Concernant les zones d'extension touristique (ZET) de la wilaya de Jijel dont la réa-

lisation accuse un grand retard, le ministre a appelé les autorités locales à "revoir l'ensemble de ces zones au nombre de 19 et à élaborer un dossier détaillé sur chacune d'elle afin que les mesures nécessaires puissent être prises".

Plus tôt dans la journée, le ministre du Tourisme a visité les infrastructures de son secteur dans cette wilaya à l'instar de la maison des produits artisanaux dans la région de Chrea à Zlamma Mansouriah. Il a aussi inspecté le projet de réalisation d'un parc d'attraction dans la région de Kisser dans la commune d'El Aouana, pour un montant de plus de 2,5 milliards de dinars, devant être mis en service "avant la fin de l'année en cours", selon les explications fournies sur place. La délégation ministérielle s'est également rendue sur le chantier de réalisation du village touristique de 114 appartements dans la région de Tassouset dans la commune d'El Emir Abdelkader, fruit d'un investissement privé de près de 689 millions de dinars.

UNIVERSITÉ-NUMÉRISATION

"Un groupe de travail interministériel pour renforcer la numérisation du secteur de l'enseignement supérieur"

Le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Abdelbaki Benziane, a affirmé mardi après-midi à Oum El Bouaghi qu'un groupe de travail interministériel "planche actuellement sur le renforcement de la numérisation du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique". Le ministre qui était accompagné du ministre délégué auprès du premier ministre chargé de l'économie de la connaissance et des Startups, Yacine El Mahdi Oualid, a souligné, au cours d'une rencontre avec la communauté universitaire à l'amphithéâtre de l'université Larbi Ben M'hidi, que ce groupe de travail composé de représentants de l'enseignement supérieur et de la poste et des télécommunications "œuvrera à consolider la numérisation du sec-

teur" qui, a-t-il affirmé, constitue une priorité et un défi à relever.

L'action de ce groupe devra "apporter une forte dynamique à l'enseignement à distance et faciliter la communication interactive sur les plateformes numériques de formation, de recherche et de gouvernance", a assuré M. Benziane qui a relevé que les résultats détaillés du travail du groupe seront annoncés "dans les prochains délais".

Rappelant le protocole de gestion pédagogique et sanitaire de la rentrée universitaire 2020/2021, le ministre a invité la communauté universitaire à poursuivre ses préparatifs pour la nouvelle rentrée universitaire par l'organisation de portes ouvertes et a tenu à assurer à l'adresse des étudiants du Sud du pays n'ayant pu rejoindre leurs universités que des

"sessions spéciales seront organisées ultérieurement pour eux". Les deux ministres ont inauguré ensuite une faculté des sciences économiques et commerciales et des sciences de gestion de 2000 places pédagogiques et ont visité le centre médico-social de l'université d'Oum El Bouaghi et une exposition sur les idées de projets innovants et les startups. Le ministre délégué chargé de l'Economie de la Connaissance et des Startups a salué les initiatives de jeunes exposants qui s'inscrivent dans le cadre du partenariat qui associe son département à celui de l'enseignement supérieur. Il a ainsi considéré que "l'université constitue le berceau des startups" plaidant pour le renforcement de ce partenariat à travers toutes les régions du pays en multipliant les projets de startups.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

"Des modes de formation accompagnant les exigences de développement, priorité du secteur"

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a affirmé mardi à Annaba que "la diversification des méthodes d'enseignement universitaire et le recours à de nouveaux modes de formation qui accompagnent les exigences de développement et l'évolution scientifique et technologique constituent les priorités du programme de son département sur le court et le moyen terme". "L'orientation vers ces objectifs repose sur une nouvelle approche qui tend à accorder aux universités davantage d'indépendance dans la gestion et à élargir leur pouvoir discrétionnaire et leur marge d'initiatives", a précisé le ministre dans l'allocation prononcée au pôle universitaire Ahmed El Bouni devant les enseignants, étudiants et cadres de l'université

Badji Mokhtar au cours de sa visite de travail dans la wilaya en compagnie du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'économie de la connaissance et des start-up, Yacine El Mahdi Oualid. Il a également déclaré que son département est déterminé à "booster la recherche scientifique et technologique et à relier les laboratoires de recherche aux entreprises économiques et industrielles outre l'encouragement de la culture entrepreneuriale dans le milieu universitaire pour inciter les universitaires à investir dans l'innovation et les Startups". M. Benziane a ajouté à ce propos que "son département œuvre à coordonner avec le ministère délégué chargé de l'économie de la connaissance et des Startups", estimant que "le secteur de l'enseignement supérieur est tenu de relever les défis de qualité et d'ac-

compagnement des aspirations de la société vers le développement et la prospérité". De son côté, le ministre délégué chargé de l'Economie de la Connaissance et des start-up, Yacine El Mahdi Oualid, a passé en revue, dans son intervention à la même rencontre, les dispositions légales et incitatives prises pour encadrer et encourager les porteurs d'idées innovantes à lancer leurs propres start-up. Il a réitéré la disposition des pouvoirs publics à encourager ces start-up, estimant que "le capital de connaissances des diplômés universitaires constitue une ressource immense susceptible d'être investie dans les domaines divers pour créer de la valeur ajoutée". Les deux ministres ont présidé au cours de leur visite de travail la cérémonie d'inauguration d'un bloc regroupant 25 laboratoires de recherche

au pôle universitaire de Sidi Amar et un centre de recherche en environnement et développement durable avant de visiter une exposition sur les activités des laboratoires de l'université d'Annaba et les Start-up récemment créées dans la wilaya dans le cadre du dispositif d'aide à l'emploi de jeunes. Ils ont aussi inspecté au complexe Sider El Hadjar la base technologique de recherche en sidérurgie et développement des métaux qui relevait du complexe avant son rattachement au ministère de l'Enseignement supérieur. Les deux ministres se sont rendus, en outre sur les chantiers de réalisation de 5.000 places pédagogiques au pôle universitaire Ahmed El Bouni et au laboratoire de dépistage du covid-19, réalisés par l'université Badji Mokhtar dans le cadre de l'appui aux efforts de lutte contre ce virus.

ALGÉRIE-RUSSIE-DÉFENSE

Le Général de Corps d'Armée Chanegriha reçoit le directeur du Service Fédéral pour la Coopération militaire et technique russe (MDN)

Le Général de Corps d'Armée, Chanegriha Saïd, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) a reçu en audience, mardi au siège de l'Etat-Major de l'ANP, le directeur du Service Fédéral pour la Coopération militaire et technique de la Fédération de Russie, Dimitrii Chougayev, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Cette rencontre intervient en marge de la réunion préparatoire de la 19e session du Comité intergouvernemental algéro-russe, qui se tiendra en Fédération de Russie avant la fin de l'année en cours", précise le communiqué. Lors de cette rencontre, "les deux parties ont tenu des discussions, qui ont porté sur l'état de la coopération militaire entre les deux pays, et ont échangé les analyses et points de vue sur les questions d'intérêt commun", ajoute la même source. "Ont pris part à cette rencontre le chef du département des approvisionnements, le chef du département emploi et préparation de l'Etat-Major de l'ANP, le directeur central du matériel, le directeur des relations extérieures et de la coopération du ministère de la Défense nationale et des Directeurs centraux". A l'issue de la rencontre, "les deux parties ont échangé des présents symboliques et Monsieur Dimitrii Chougayev a signé le livre d'or de l'Etat-Major de l'Armée nationale populaire", conclut le communiqué.

APS

APPROBATION DE LA CRÉATION DE LA ZLECAF

Le texte débattu au Conseil de la Nation

La commission des Affaires étrangères, la Coopération internationale et la communauté nationale à l'étranger au Conseil de la Nation, a tenu mardi une réunion consacrée à l'étude du texte de loi portant approbation de l'accord de création de la zone de libre-échange continentale africaine, signé à Kigali le 21 mars 2018, indique un communiqué du Conseil.

La réunion a été tenue sous la présidence de M. Rachid Boushaba, président de la commission, en présence de M. Ghazi Djabri, vice-président du Conseil de la nation, chargé de la législation et des relations avec l'Assemblée populaire nationale (APN) et le Gouvernement, de MMe Besma Azouar, ministre chargé des Relations avec le Parlement et du ministre du Commerce, M. Kamel Rezig, qui a présenté le texte de loi aux membres de la commission. Dans sa présentation, le ministre du Commerce a tenu à développer les objectifs de cet accord et le but pour lequel il a été signé. Il a indiqué par ailleurs, que cet accord permettra à l'Algérie d'accéder aux marchés africains et de

faire la promotion des produits et des activités services qu'elle peut mettre à la disposition de ces marchés, avant d'ajouter que l'accord "permettra à notre pays d'investir dans ce domaine et dans celui de la protection de la propriété intellectuelle". Le ministre du Commerce a, en outre, évoqué d'autres avantages qui peuvent résulter de cet accord en matière de renforcement des échanges commerciaux avec les pays du continent africain en général et les pays voisins en particulier.

Pour leur part, les membres de la commission ont soulevé plusieurs remarques et observations concernant les dispositions prévues dans ce texte, ainsi que leurs préoccupations axées principale-



ment autour de la capacité des institutions financières à s'adapter et à mettre en exécution cet accord, et la possibilité de résoudre les

problèmes que connaissent certains secteurs connexes à l'exemple du secteur bancaire.

Ils ont, sur un autre plan,

abordé le secteur des transports principalement la flotte navale commerciale et sa contribution dans le cadre de cet accord, en plus du rôle que peuvent jouer les représentations diplomatiques dans la promotion de la production nationale et des avantages du marché algérien. A l'issue du débat, le ministre a répondu aux questions des membres du Conseil en apportant des explications détaillées à tous les points soulevés.

Il est à rappeler que la commission s'attellera à la préparation de son rapport sur ce texte, en prévision de sa présentation lors de la séance plénière prévue jeudi 1^{er} octobre 2020 et qui sera consacrée à la présentation du texte de loi.

Rezig : "l'accord sur la Zlecaf favorisera l'exploitation collective des richesses"

L'accord sur la Zone de libre échange continentale africaine (Zlecaf) transformera les économies des pays africains en un marché important plus synergique et qui profitera à l'intégration dans tous ses aspects et à l'exploitation collective des richesses que recèle le continent, a affirmé mardi à Alger le ministre du Commerce, Kamel Rezig. Lors d'une réunion avec les membres de la commission des Affaires étrangères et de la communauté du Conseil de la nation, M. Rezig a souligné que cet accord visait à créer un marché continental unifié des marchandises et services avec la libre circulation des hommes d'affaires et investisseurs, et l'annulation progressive des tarifs douaniers, à travers l'instauration de normes commerciales africaines communes. L'accord permettra, en outre, de développer le commerce interafricain, à travers la coordination des échanges commerciaux et leur augmentation de 25% et l'encouragement du principe de concurrence en matière d'industrie et d'entreprises, a-t-il soutenu.

Il sera procédé aussi dans le cadre de la

Zlecaf, à l'annulation progressive des tarifs douaniers dans le commerce interafricain à hauteur de 90% des taxes douanières sur une durée de 5 ans pour les pays en développement et 10 % pour les pays africains les moins développés, et ce à partir de janvier 2021. Les 10 % restants représentent les produits sensibles, dont un taux de 7 % qui sera libéralisé progressivement durant 10 ans pour les pays membres en voie de développement et 3 % pour les pays membres les moins développés, ce qui constitue un avantage important pour la protection du produit national, affirme le ministre.

M. Rezig a estimé que le volume des échanges commerciaux algériens avec la Zlecaf est actuellement très faible, car ne dépassant pas 3 % du total des échanges. L'Algérie occupe la 20^{ème} place du total des pays fournisseurs du continent pour une valeur de 2,2 milliards de dollars y compris les produits pétroliers, soit 0,4 % du total des importations du continent africain.

Ces échanges effectués en grande partie

avec les pays de l'Afrique du nord faisant partie de la zone arabe de libre échange (Zale) ne dépassent pas 0,3 de ses exportations et 0,8 de ses importations, a-t-il précisé. La faiblesse de ces chiffres est due au fait que la plupart des pays africains ne font pas partie des communautés économiques africaines, induisant la faiblesse de la compétitivité des produits algériens, avec des taxes douanières oscillant entre 45 et 65 %, a-t-il expliqué.

En dépit de ces obstacles, poursuit le ministre, les exportateurs sont intéressés par le marché africain, étant donné que les produits algériens ont investi 24 pays africains entre 2016 et 2019. La balance commerciale entre l'Algérie et les pays africains a enregistré un saut de 78 millions de dollars en 2016 à 830 millions de dollars en 2019 (964 %). A ce propos, le ministre du Commerce a annoncé la mise en place d'une stratégie nationale pour la promotion des exportations hors hydrocarbures et l'intégration économique avec le continent africain à l'effet de soutenir la croissance économique nationale. L'objectif

des pays du continent est d'augmenter les échanges commerciaux interafricains de 25%, sachant qu'ils ne dépassent pas les 15 % actuellement, contre 47 % avec le continent américain, 67 % avec le continent européen et 61% avec l'Asie, selon les statistiques officielles de 2019.

L'accord portant création de la Zlecaf lancé le 21 mars 2018 à Kigali, compte 3 protocoles fondamentaux, le premier relatif au commerce des marchandises visant le renforcement du commerce interafricain des marchandises, le deuxième relatif au commerce des services visant la libéralisation tarifaire du commerce des services, outre le troisième protocole relatif aux règles et au règlement des contentieux. L'accord est entré en vigueur en mai 2019, suite au dépôt du 22^e document de ratification. 54 pays sur 55 membres de l'UA ont ratifié l'accord de la Zlecaf, à l'exception de l'Erythrée. Le débat autour de l'accord portant création de la Zlecaf avec les membres de la commission s'est poursuivi à huis clos.

IRRIGATION-DÉVELOPPEMENT

"Levée d'interdiction sur les zones non autorisées à faire des fonçages des puits"

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki annoncé, mardi, à Naama, des mesures d'urgence prises par son département au profit des agriculteurs de la wilaya portant sur la levée de l'interdiction sur les zones non autorisées à faire des fonçages de puits.

Le ministre a expliqué, lors d'une rencontre avec les agriculteurs des zones de "Dhayat El Hamra" et de "Kara Bensalah" de Naama, à l'occasion de sa visite d'inspection dans la wilaya que "ces mesures prises de concert avec l'Agence nationale des ressources hydrauliques (ANRH) concernent la levée du gel et de l'interdiction dans toutes les zones classées rouges où le fonçage de puits est non autorisé, et par conséquent satisfaisant tous les besoins des agriculteurs de la wilaya confrontés à cette problématique, avec effet immédiat à condition qu'ils utilisent les techniques d'irrigation peu consommatrices d'eau".

Arezki Berraki a assuré que les demandes de tous ceux ayant bénéficié de contrat de concession notamment pour le foncier agricole seront satisfaites en application des mesures d'urgence prises par le ministère pour faire face à cet obs-

taclé. Le ministre qui était accompagné lors de sa visite d'inspection dans la wilaya par la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale par intérim, a indiqué que ces mesures font partie des engagements pris par le président de la République dans le domaine du développement agricole et s'inscrivent dans le cadre du plan d'action du Gouvernement pour soutenir la relance économique et sociale à l'échelle nationale.

Dans ce cadre, il ministre a révélé le lancement récemment de la première phase d'octroi de permis de fonçage de puits à travers les périmètres agricoles nouvellement créés au niveau du projet de transfert des eaux souterraines du bassin Chott El Gharbi, des communes de Mekmen Benamar et Kasdir et de la localité de Abdelmoula relevant de la wilaya de Naama, et qui seront destinées à l'irrigation de quelque 3.500 hectares.

D'autre part, il a fait savoir qu'un projet a été confié à l'Office national de l'Irrigation et du drainage (ONID) pour encourager la réutilisation

des eaux épurées dans le domaine agricole et le développement des systèmes d'irrigation, peu consommatrices d'eau, ajoutant que cette instance veillera à l'exécution de ce programme spécial au profit des agriculteurs pour l'exploitation des eaux usées traitées pour l'irrigation de leurs parcelles agricoles au niveau national.

Le ministre a eu droit, à la faveur de sa visite dans la wilaya, à des explications sur le projet d'évacuation des eaux pluviales et leur transfert en dehors de la zone d'habitation de la commune de Naama, qui comprend la réalisation de canalisations vers Oued El Hirèche sur un linéaire de 14 kilomètres et d'une station de pompage pour le refoulement des eaux des crues d'un débit de 2 mètres cubes par seconde.

Lors de sa visite à la station de traitement et d'épuration des eaux usées de la commune de Naama, Arezki Berraki a donné des instructions pour commencer à brève échéance, l'exploitation des eaux épurées dans l'irrigation des superficies agricoles à travers les communes de la wilaya, déclarant "il est anormal que le volume de production des eaux traitées dans la wilaya avoisinant 4 millions de mé-



tres cubes cette année reste inexploité dans l'agriculture".

Le ministre a inauguré, lors de sa visite, une station de pompage du collecteur principal des eaux usées et leur transfert vers la station de traitement et d'épuration des eaux usées (STEP) de la commune d'Aïn Sefra. Après avoir écouté un exposé sur l'étude en cours d'élaboration par la direction des ressources en eau de la wilaya pour la protection de la commune de Tiout contre les inondations, M. Berraki a insisté sur la coordination des ef-

forts et la participation des différents intervenants pour éradiquer les déchets qui polluent les oueds et contribuer au curage et à la correction torrentielle pour capter les d'eau qui se déversent et éviter les crues.

Le ministre a procédé également à la mise en exploitation du collecteur des eaux usées pour leur transfert vers la STEP de la commune de Mechéria, ainsi qu'à l'inauguration de l'agence commerciale de l'Algérienne des eaux (ADE).

ALGÉRIE-ROYAUME UNI-INDUSTRIE

M. Ait Ali Braham appelle les entreprises britanniques à saisir les opportunités de partenariat en Algérie

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham, a appelé mercredi à Alger les entreprises britanniques à saisir les opportunités économiques qui s'offrent sur le marché algérien dans ses différents secteurs, tout en s'engageant à améliorer davantage le climat des affaires.

"Nous vous encourageons à déployer, dans notre pays, des activités intenses en technologie et à participer au développement de l'ingénierie de fabrication d'équipements industriels", a déclaré M. Ait Ali Braham lors d'une rencontre d'affaires algéro-britannique sur l'investissement et le commerce, tenue par visio-conférence.

Ces partenariats permettront le transfert du savoir-faire et de la technologie mais aussi des possibilités de remontée dans les filières et d'ouverture de perspectives à l'export, souligne le ministre. M. Ait Ali Braham a réaffirmé l'ouverture de l'Algérie aux grandes entreprises étrangères, et britanniques en particulier, au savoir-faire "reconnu et apprécié", afin d'accompagner les Algériens dans la réalisation des objectifs de développement économique et social à travers des partenariats gagnant-gagnant. Il a estimé, dans ce sens, que la mobilisation de l'investissement national et étranger constitue une "exigence certaine" dans cette étape "importante" par laquelle passe l'économie algérienne. Par ailleurs, le ministre a rappelé la volonté algérienne à oeuvrer pour améliorer le climat des affaires, notamment à travers une refonte du code de l'investissement, afin de le rendre "plus fluide, simple et incitatif". "Ce nouveau code, qui sera promulgué très prochainement, assurera plus de garanties et de protection à l'investisseur national et étranger à travers un cadre juridique transparent, clair et stable. Il permettra, en outre, de limiter le rôle de l'administration, dans l'acte d'investir et d'encourager et d'accompagner les porteurs de projets", sou-



tient-il. Il a également mis en exergue d'autres mesures prises pour contribuer à la mise en place d'un système d'investissement "clair" permettant aux investisseurs désireux de produire en Algérie de travailler "sans entraves", notamment à travers la suppression de la règle 51-49 % pour nombreux secteurs. "Grâce à cet amendement, l'opérateur étranger pourra investir en Algérie sans distinction aucune avec l'investisseur national. Il sera, également, en mesure d'apporter ses propres fonds et s'impliquer financièrement en

Algérie", affirme le ministre. Ont participé également à cette rencontre d'affaires, l'envoyé du Premier ministre britannique pour les Affaires économiques et commerciales avec l'Algérie, Lord Richard Risby, et le ministre d'Etat de l'investissement, auprès du département britannique du Commerce international, Lord Gerald Edgar Grimstone. Du côté algérien, la rencontre a été marquée par la participation des représentants de plusieurs départements ministériels (le Commerce, l'Agriculture, l'Industrie pharmaceutique, les Micros-entreprises) ainsi que l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), des

experts et des responsables d'organisations patronales.

Lord Risby: nécessité d'élargir le partenariat économique

Pour sa part, l'Envoyé du Premier ministre britannique pour les Affaires économiques et commerciales avec l'Algérie, Lord Richard Risby, a souligné l'intérêt d'élargir le partenariat économique entre le Royaume-Uni et l'Algérie.

Il a ainsi fait savoir que lors de ses rencontres avec les responsables algériens, il a relevé leur engagement dans le développement de secteurs tels que l'industrie pharmaceutique, les énergies renouvelables, l'agriculture et les services financiers. Pour Lord Risby, chacun de ces secteurs peut trouver un intérêt auprès de partenaires de son pays afin de partager les expériences et le savoir-faire des opérateurs économiques des deux pays.

De plus, le responsable britannique a estimé que la relance économique post-Covid-19 pour le Royaume-Uni et l'Algérie nécessite le développement des partenariats commerciaux. Par ailleurs, Lord Risby a rappelé que lors de sa dernière visite en Algérie en février dernier, il a pu ressentir "un nouvel

optimisme et une forte conviction que l'Algérie entre dans une période de changement positif". Un sentiment, a-t-il dit, renforcé par les nouvelles mesures introduites dans les secteurs de l'investissement et de la finance. "Je crois que c'est un moment vraiment passionnant et déterminant pour notre histoire", affirme-t-il, notant les nouvelles opportunités qui se présentent en faveur du partenariat économique entre les deux pays. Organisé par le Conseil d'affaires algéro-britannique (ABBC), cet événement vise principalement à donner un aperçu général sur la feuille de route actuelle et post-COVID-19 des relations économiques algéro-britanniques dans l'objectif de renforcer le partenariat entre les deux pays et d'explorer les opportunités d'investissement direct étranger en Algérie. Selon les chiffres de l'ANDI, 13 projets d'investissements britanniques ont été enregistrés en Algérie entre 2002 et mi-2019. Parmi ces projets, figurent huit (8) réalisés en partenariat, un (1) en investissement direct (IDE) et quatre (4) en multi nationalité. Réalisés pour un montant de 3,662 milliards de dinars, ces 13 projets ont généré globalement 2.631 emplois directs.

La répartition des projets d'investissements britanniques par secteur d'activité fait ressortir le secteur des Services en première position avec sept (7) projets d'une valeur de 661 millions de dinars, suivi du secteur de l'Industrie (4 projets d'un montant de 956 millions de dinars), le secteur des transports (1 projet d'un montant de 51 millions de dinars), et celui du tourisme (1 projet d'un montant de 1,985 milliards de dinars).

JUSTICE

Le procès de Nachinachi Zoulikha-Chafika dite "Maya" reporté au 7 octobre

Le procès de Nachinachi Zoulikha-Chafika, dite "Maya", jugée pour des affaires de corruption, a été reporté mercredi par le Tribunal de Chéraga (Alger) au 7 octobre prochain. Le report est dû au boycott de l'audience par la défense en application de la décision de l'Union des barreaux d'Alger relative à la suspension des plaidoiries et du travail judiciaire pendant une semaine à compter de dimanche (27 septembre).

Le procès avait déjà été reporté deux fois au cours du mois d'août passé, à la demande de la défense. L'affaire de Nachinachi Zoulikha-Chafika (connue comme étant Madame Maya), concerne aussi ses deux filles, ainsi que Abdelghani Zaalane et Mohamed Ghazi, poursuivis respectivement en qualités d'ex walis d'Oran et de Chlef, et l'ancien directeur général de la Sûreté nationale, Abdelghani Hamel. Les griefs retenus contre les accusés sont notamment "blanchiment d'argent", "trafic d'influence", "octroi d'indus avantages", "dépense de deniers publics", "incitation d'agents publics pour l'octroi d'indus avantages" et "transfert illicite de devises vers l'étranger". Au début de la séance, Mohamed Ghazi a demandé au juge d'être mis en liberté provisoire pour des raisons de santé. Le juge a indiqué que le Tribunal étudiera cette demande.

Deux ans de prison dont un avec sursis à l'encontre de Mohamed Djemai

Le tribunal de Sidi M'hamed (Cour d'Alger) a condamné mercredi Mohamed Djemai, poursuivi pour des affaires d'abus de fonction et d'humiliation d'un journaliste, à une peine de deux ans de prison, dont un avec sursis, assortie d'une amende de 200.000 Da.

Le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed avait requis une peine de 3 années de prison et une amende de 500.000 Da à l'encontre de l'ex-député de l'Assemblée populaire nationale (APN) et ancien Secrétaire général (SG) du parti du Front de Libération Nationale (FLN), Mohammed Djemai, placé en détention provisoire en septembre 2019.

Le procès en appel de Mahieddine Tahkout reporté au 21 octobre prochain

La Cour d'Alger a reporté mercredi le procès en appel de Mahieddine Tahkout au 21 octobre 2020 en raison de l'absence d'un des accusés (Abdelghani Zaâlâne). Le collectif de défense a boycotté l'audience en application de la décision du Barreau d'Alger relative à la suspension des plaidoiries et du travail judiciaire pendant une semaine à compter de dimanche (27 septembre) pour réclamer l'amélioration des conditions professionnelles des avocats. Mahieddine Tahkout a été condamné en première instance à une peine de 16 ans de prison ferme, assortie d'une amende de 8.000.000 Da, pour des chefs d'accusation liés à la corruption, au blanchiment d'argent et à l'obtention d'indus privilégiés.

D'anciens cadres et ministres, dont les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, sont également poursuivis dans la même affaire.

APS

PARTIS POLITIQUES

FFS : M. Aouchiche appelle les militants à surmonter la crise dans le parti

Le Premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, a appelé mardi à Tizi-Ouzou, les militants à mettre de côté leurs clivages pour surmonter la crise au sein de cette formation politique.

Lors de la commémoration du 57^{ème} anniversaire de la création de ce parti d'opposition, M. Aouchiche a lancé un appel aux militants du parti à dépasser la crise qui a secoué cette formation politique et à s'unir pour "construire un parti fort et moderne en mesure de répondre aux aspirations légitimes" des Algériens.

Le Premier secrétaire national du FFS



a réitéré l'attachement de son parti à "un processus politique constituant pour un changement" dans le pays et à "la reconstruction d'un consensus national". Pour M. Aouchiche, "c'est le moment de mettre au-delà de toutes autres consi-

dérations, les intérêts de notre nation et de notre pays" et "d'œuvrer collectivement au changement, à rétablir la confiance entre le peuple et ses institutions, et encourager la culture du dialogue et du compromis".

La commémoration du 57^{ème} anniversaire de la création du FFS qui s'est déroulée en présence de élus et de membres de la direction du parti, a été, également, marquée par un recensement, au cimetière de M'douha, sur les tombes des anciens militants du FFS et sur la tombe de son fondateur, Hocine Ait Ahmed, à Ait Yahia, au Sud-est de la wilaya.

PÊCHE AU THON

Ferroukhi : "le décret pour développer la pêche au thon rouge prêt avant fin 2020"

Le nouveau décret relatif au développement de la pêche au thon rouge sera prêt d'ici à la fin de l'année 2020, a indiqué mardi à Alger le ministre de la pêche et des produits halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi.

"L'élaboration de ce nouveau décret, qui se fait en concertation avec tous les acteurs de la filière, s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie de développement de la pêche du thon rouge et le maintien des acquis de l'Algérie en termes de quota", a indiqué M. Ferroukhi lors d'un atelier national sur le développement de la filière qui a regroupé l'ensemble des professionnels de la pêche et les cadres du ministère au niveau de la direction des pêches et ressources halieutiques d'Alger. A ce propos, il a affirmé que ce décret, qui sera enrichi par les propositions de toutes les parties prenantes, prendra en considération les préoccupations et les contraintes des professionnels du secteur et des investisseurs, comme il intègre l'ensemble des normes concernant la nouvelle stratégie afin qu'elle soit opérationnelle et applicable sur le terrain.

Selon les précisions de M. Ferroukhi, la stratégie se focalise notamment sur la promotion du marché national à travers le développement de nouveaux segments permettant de répondre à la demande locale en ce poisson.

"Nous comptons développer le thon rouge frais ou transformé à partir de la filière du thon vivant mais aussi à partir de la filière du thon mort", a-t-il dit, en soulignant que cette démarche permettra de préserver la richesse nationale en ce produit à forte valeur ajoutée. Il a précisé dans ce contexte qu'il y avait plusieurs modes d'exploitation du quota de pêche au thon rouge alloués à l'Algérie par la commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICAT).

Aussi, "la nouvelle stratégie encourage également la pêche artisanale du thon rouge mort, en accordant une quantité des quotas dans certaines zones de pêche pour soutenir le marché local", a ajouté le ministre. Toujours dans le cadre de cette nouvelle stratégie, le ministre a promis de développer les capacités d'enrichissement du thon rouge en encourageant les investissements dans ce créneau.

Cela permettra, a-t-il ajouté, de tirer profit de la valeur ajoutée de cette filière à travers le développement des unités de transformation mais aussi d'améliorer les négociations relatives à l'augmentation des quotas de l'Algérie.

Le ministre a également souligné la nécessité pour son secteur d'encourager et de développer la pêche hauturière, notant que les équipages ne sont pas capables pour le moment de pêcher au niveau de l'Atlantique. Il a insisté à ce propos sur l'impératif de renforcer les capacités des équipages et de former les capitaines à la pêche au grand large afin de leur permettre d'aller au niveau des océans. L'organisation des ateliers consacrés à la filière s'inscrit dans le cadre de la préparation de la campagne de pêche au thon pour 2021. Durant la campagne 2020, l'Algérie avait pêché la totalité de son quota annuel de thon rouge attribué par l'ICCAT, soit 1.650 tonnes. Les 23 thoniers algériens autorisés à participer à l'opération avaient pêché cette quantité de thon rouge durant la période limitée entre le 26 mai et le 1^{er} juillet.

SOCIÉTÉ - RISQUES MAJEURS

Réda Tir : "impératif d'un diagnostic permanent pour le traitement des comportements négatifs"

Le président du Conseil national économique et social (CNES), Réda Tir, a insisté, mardi à partir de Tipasa, sur l'impératif d'un diagnostic minutieux et permanent pour le traitement des comportements négatifs relatifs aux risques majeurs.

"Nous œuvrons, en vue d'engager ce type d'initiatives avec l'implication d'experts de haut niveau, pour l'étude des comportements sociaux, ayant généralement un impact négatif aux plans socioéconomique et environnemental", a indiqué Réda Tir à l'ouverture d'une journée d'étude sur "la prévention des risques majeurs, et leur impact sur la vie socioéconomique", organisée, par le CNES, à l'École nationale supérieure de management de Koléa (Tipasa).

Le groupe de réflexion sur le comportement, créé par le CNES, s'attelle, a-t-il ajouté, "à l'examen du comportement de la société face aux risques majeurs (naturels ou humains), en vue du renforcement de la culture de prévention et de l'adoption des bons réflexes à même de contribuer à la réduction de l'impact de la catastrophe", a souligné le même responsable. Les autorités publiques, les organismes et les entreprises sont, à ce titre, appelés à "procéder régulièrement à un diagnostic minutieux et permanent du comportement et de la réaction de l'Algérien pendant les catastrophes, en vue de les corriger", a-t-il indiqué.

Il a souligné l'intérêt de diagnostiquer les comportements négatifs et déviants généralement guidés par l'émotion et les élans de solidarité "privilegiant l'aspect humain sur le préventif" et qui



requiert de ce fait "une correction avec l'implication de tous les acteurs concernés", a estimé M. Tir.

"Le CNES veille à prévenir les risques par l'introduction de recommandations aux autorités publiques, dans le but de remédier aux insuffisances", a-t-il observé, relevant que l'Algérie, qui est un pays continent, est menacée par d'autres risques (en plus des catastrophes naturelles), relatifs aux sites sensibles, comme les ports et les zones abritant les industries hydrocarbures.

A cela s'ajoutent, d'autres risques majeurs liés au danger d'un arrêt des systèmes informatiques et leur impact sur la vie des citoyens, car le monde d'aujourd'hui est dépendant des technologies de l'information et de la communication

(TIC), a assuré Réda Tir. "Un véritable danger menace les systèmes informatiques, qui peuvent s'effondrer à tout moment", a-t-il averti, soulignant l'impératif d'une réflexion pour "faire face à ce type de catastrophes et amener le citoyen à réagir positivement en cas de pareille situation". L'autre axe pouvant aider à la correction du comportement des citoyens algériens est lié à l'ancrage de la culture de l'assurance contre les différents risques, dont les séismes, les inondations et le vol. Le président du CNES a appelé, à cet effet, les entreprises d'assurances à s'adapter avec la réalité du terrain, et à l'ancrage de cette culture chez le citoyen par l'adoption de plans de communication efficaces, et la baisse des prix de leurs presta-

tions de manière à les rendre plus attractives.

"Je suis convaincu que le changement espéré ne peut être effectif sans le traitement des comportements négatifs dans la société et la valorisation des comportements positifs", a-t-il affirmé. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de réunions axées sur l'aspect comportemental et sociologique, visant l'introduction d'un modèle de gouvernance social et économique. Outre des représentants de la société civile et de nombreux départements ministériels concernés, des experts dans la gestion des risques majeurs ont pris part à cette rencontre, qui a abordé de nombreux thèmes liés au gaspillage, l'économie d'énergie, la lutte contre la corruption, les accidents de la route, le réflexe de l'assurance chez le citoyen, et la protection du consommateur.

D'autres journées d'études similaires sont programmées tous les 15 jours, selon M. Tir, avec au menu, la protection de la propriété culturelle et intellectuelle, l'évasion fiscale, et la protection de l'environnement, entre autres. Une grande importance est accordée au thème de la protection de l'environnement, axe ajouté aux missions du CNES dans le projet de révision constitutionnelle, qui sera soumis au référendum du 1 novembre prochain, a-t-il souligné.

PATRONAT - RELANCE

L'UNEP réitère son engagement à concrétiser les recommandations de la Conférence sur la relance économique

Le bureau national de l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP) a réitéré mardi son engagement à concrétiser les recommandations de la Conférence nationale sur le plan de relance pour une économie nouvelle,

tenu en août dernier à Alger, a indiqué cette organisation patronale dans un communiqué. Lors d'une réunion tenue lundi au siège de l'organisation, les membres du bureau national de l'Unep ont réitéré "leur entière disposition à multiplier les efforts pour contribuer avec plus d'efficacité à la mise en œuvre de l'ensemble des mesures consignées à l'issue de la Conférence nationale sur la relance économique", note la même source. Ils considèrent, dans ce sens, que "la démarche prônée pour traduire concrètement les orientations du président de la République pour insuffler à l'économie nationale un rythme soutenu, permettra à l'entreprise nationale de s'adapter aux importantes évolutions et transformations enregistrées dans le monde en relevant les nombreux défis aggravés par la crise sanitaire auxquels elle se trouve confrontée".

"Les recommandations adoptées par la conférence visant l'amélioration de l'environnement de l'entreprise lui permettront de fonctionner dans un cadre serein en favorisant l'accroissement des rendements et des performances de l'outil national de production et par voie de conséquence l'insertion de l'économie nationale dans la voie durable de la croissance et du progrès", souligne encore l'Unep.

Les membres ont également évoqué les différentes initiatives à prendre et les moyens à mobiliser dans le but d'accompagner concrètement et efficacement la stratégie qui sera mise en œuvre dans cette perspective. A ce titre, ils ont relevé

l'opportunité de procéder à l'élaboration et la mise en œuvre d'une série de rencontres, avec notamment les gestionnaires publics pour débattre de thèmes en relation avec la stratégie de relance économique et le rôle de l'entreprise publique dans cette nouvelle dynamique.

Par ailleurs, les membres du Bureau se sont félicités des récentes mesures économiques arrêtées par les pouvoirs publics ainsi que l'instruction adressée par le chef de l'Etat aux membres du gouvernement et aux responsables des corps de sécurité, leur demandant de ne plus tenir compte des lettres de dénonciation anonymes dans les poursuites judiciaires: "Celle-ci met fin aux pratiques attentatoires à l'honneur, à la dignité de cadres engagés et sincères", selon l'Unep.

"Cette louable initiative constitue un jalon positif dans la dynamique engagée visant à dépénaliser l'acte de gestion et à permettre aux gestionnaires publics de multiplier les initiatives pour développer l'outil national de production et créer ainsi davantage de richesses et multiplier les opportunités de créations de nouveaux postes de travail", soutient-elle.

A noter que la réunion du bureau national de l'Unep s'inscrit dans le cadre des séances de travail périodiques organisées afin de suivre l'évolution de la situation économique et sociale du pays et notamment son impact sur l'environnement dans lequel évolue et fonctionne l'entreprise nationale qu'elle soit de statut public ou privé, souligne le communiqué.

AGRICULTURE - POMME DE TERRE

"Réduire les importations des semences de pomme de terre et augmenter leur production locale, principaux objectifs du secteur de l'agriculture"

Le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Abdelhamid Hemdani a affirmé que la réduction des importations des semences de pomme de terre et l'augmentation de leur production locale figuraient parmi les principaux objectifs contenus dans la feuille de route du secteur, outre la rationalisation des dépenses publiques et le renforcement de la sécurité alimentaire, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

Lors d'une rencontre nationale sur la filière des semences de pomme de terre organisée, lundi, au Centre national de contrôle et de certification des semences et plants (CNC) et qui a concerné les wilayas du centre et de l'ouest du pays qui produisent des semences de pomme de terre, le ministre a indiqué que le développement de cette filière s'inscrivait dans le cadre de la feuille de route du secteur issue du programme du Président de la République et adoptée, en juillet dernier, en Conseil des ministres. La concrétisation des objectifs fixés

exige la contribution de tous les professionnels et de tous les acteurs de la filière qui a enregistré, ces dernières années, une augmentation de la production et de la productivité, sachant que l'Algérie recourait à l'importation de la pomme de terre avant ces dix dernières années, a précisé M. Hemdani lors de cette rencontre à laquelle a pris part le président du Conseil national interprofessionnel de la filière de la pomme de terre (CNIPT) ainsi que des experts du domaine.

Il a insisté sur l'impératif de préserver les acquis réalisés et d'organiser les professionnels pour développer et augmenter le rendement de cette filière. Soulignant l'importance que revêt le maillon de production des semences dans filière pomme de terre et son impact sur la sécurité alimentaire et l'économie nationale, M. Hemdani a mis en exergue les moyens matériels et techniques ainsi que les ressources humaines dont dispose cette filière stratégique.

PÉTROLE

Le Brent à 40 dollars le baril hier à Londres

Les prix du pétrole poursuivaient leur baisse mercredi, après un plongeon la veille, manifestant l'inquiétude des investisseurs sur l'excédent d'or noir, avant la publication par l'EIA des stocks de brut américains plus tard dans la journée.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre, dont c'est le dernier jour de cotation, valait 40,37 dollars à Londres, en baisse de 1,61% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour le même mois perdait 1,22% à 38,81 dollars. La veille, les deux indices de référence ont cédé plus de 3%, le WTI perdant même plus de 5% en séance.

"Les investisseurs ont pris peur face à la détérioration de la consommation mondiale, sous l'effet de la reprise du Covid-19 en Europe", a estimé Jeffrey Halley, un analyste de Oanda. "Le nombre croissant de cas de Covid-19 continue de tirer la sonnette d'alarme sur la demande", a abondé Avtar Sandu, de Phillip Futures.

Ces menaces sur la consommation de brut, tandis



que l'offre est amenée à croître avec le retour sur le marché de la Libye, rappellent aux investisseurs les mauvais souvenirs du mois d'avril lorsque les niveaux de stockage d'or noir avaient flirté avec leurs limites, entraînant une chute

des cours. La publication plus tard dans la journée du rapport hebdomadaire de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur les stocks de brut dans le pays sera par conséquent regardée de près par les investisseurs.

Selon la médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg, les réserves américaines de brut pour la semaine achevée le 25 septembre sont attendues en hausse de 1 million de barils mais celles d'essence en baisse de 1,4 million de barils.

Les acteurs du marché continuent également de suivre le conflit entre l'Azerbaïdjan et les séparatistes arméniens au Nagorny Karabakh, région stratégique pour le transport de pétrole. Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a jugé prématurée mercredi l'idée de pourparlers avec l'Azerbaïdjan, sous l'égide de la puissance régionale russe, au quatrième jour d'affrontements sanglants au Nagorny Karabakh.

La veille, le Conseil de sécurité de l'ONU avait réclamé un "arrêt immédiat des combats".

GB - ÉNERGIE

Shell veut supprimer jusqu'à 9.000 emplois face à la chute de la demande

Le géant pétrolier anglo-néerlandais Royal Dutch Shell a annoncé mercredi qu'il prévoyait de supprimer 7.000 à 9.000 postes dans le cadre d'une vaste restructuration pour réduire ses coûts face à la chute de la demande et des cours du pétrole.

Quelque 1.500 personnes ont déjà quitté le groupe de manière volontaire, et le reste des départs, dont le nombre exact reste à finaliser, aura lieu d'ici 2022.

Au total, la réorganisation devrait permettre à Shell d'économiser entre 2 et 2,5 milliards de dollars par an.

Shell précise qu'il prévoit aussi une charge de dépréciation de 1 à 1,5 milliard de dollars après impôts dans ses comptes du troisième trimestre. Le groupe fait face

comme son concurrent BP, qui a également annoncé 10.000 suppressions de postes, non seulement au choc de la pandémie de coronavirus qui a plombé l'activité et les déplacements et par là-même la demande pétrolière mondiale, mais aussi au défi de la transition énergétique.

Le directeur général Ben van Beurden estime dans un entretien publié sur le site de Shell que face au choc de la pandémie, le groupe a agi "rapidement" pour couper ses coûts notamment en éliminant le versement de son dividende, mais qu'il se doit de rester "compétitif" et a besoin de devenir plus "agile" et resserré.

Shell explique notamment dans son communiqué mercredi qu'environ 80%

de ses ventes de gaz naturel liquéfié en 2020 ont été liées aux prix du pétrole" et que la forte baisse de ces derniers depuis le début de l'année se traduit sur les marges de l'activité gazière.

Entre mars et avril, les cours de l'or noir s'étaient effondrés face aux mesures de confinement à travers le monde, plongeant même brièvement en territoire négatif pour la première fois. Ils sont depuis remontés autour de 40 dollars le baril. Shell s'est donné pour objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, tout comme BP, qui a estimé la semaine dernière que la demande d'or noir pourrait déjà avoir atteint son pic et ne plus jamais retrouver ses niveaux d'avant le Covid-19.

AUSTRALIE

Validation de deux projets d'énergies fossiles controversés

L'Australie a approuvé deux projets controversés d'extraction d'énergies fossiles présentés comme cruciaux pour l'emploi par leurs partisans, mais dénoncés par leurs détracteurs pour leur impact environnemental dans un pays vulnérable aux bouleversements climatiques.

Les autorités de Nouvelle-Galles du Sud ont annoncé mercredi un feu vert conditionnel pour un projet d'extraction de gaz de couche (gaz de charbon ou gaz de houille) à 3,6 milliards de dollars australiens (2,1 milliards d'euros), porté par le groupe australien Santos.

La Première ministre de cet

Etat dont Sydney est la capitale, Gladys Berejiklian, issue du Parti libéral du Premier ministre australien Scott Morrison, s'est dite "soulagée" qu'une commission indépendante ait donné son feu vert à Santos, en expliquant que le gaz était "central pour notre sécurité énergétique future".

Ce projet est une des pierres angulaires de la stratégie de M. Morrison, celle d'une "relance économique alimentée par le gaz" pour sortir de la crise provoquée par le coronavirus, qui a plongé le pays dans sa première récession en près de 30 ans. Santos projette de creuser 850 puits sur une surface de 1.000

hectares, avec l'ambition de fournir la moitié des besoins en gaz de l'Etat le plus peuplé du pays. L'opposition écologiste a dénoncé l'impact de ce projet sur les forêts et terres agricoles de Narrabri, au nord-ouest de Sydney, tout en fustigeant le fait que le Premier ministre conservateur continue de miser à fond sur les énergies fossiles.

"Ce feu vert fait que nous risquons de devenir des parias accros aux énergies fossiles, au moment où le monde fait sa transition vers les énergies renouvelables et où les pays renforcent leurs engagements en faveur du climat", a déclaré la parlementaire verte Cate

Faehrmann. Mardi, le gouvernement du Queensland a donné de son côté son approbation définitive à ce qui sera la troisième plus grande mine de charbon de cet Etat du nord-est. Les autorités estiment qu'elle aura une durée de vie de 80 ans et emploiera un millier de personnes. Ce projet, qui permettra d'extraire de la houille destinée à la fabrication d'acier, est moins controversé que les opérations voisines de charbon thermique qui émettent davantage de gaz à effet de serre. Et l'opposition s'est concentrée sur le fait qu'il impliquera de raser des zones forestières habitées par les koalas.

INDE

L'industrie chimique contribuera à hauteur de 300 milliards de dollars au PIB d'ici 2025

L'industrie chimique indienne devrait contribuer à hauteur de 300 milliards de dollars au PIB d'ici 2025, selon le ministre indien des Produits chimiques et des engrais, Sadananda Gowda.

L'industrie chimique joue un rôle majeur dans la réalisation de l'objectif fixé de faire de l'Inde une économie à un PIB de 5.000 milliards de dollars d'ici 2024, a ajouté le responsable indien qui intervenait mardi lors de la session inaugurale de

l'événement annuel "India Chem 2021".

"Il est nécessaire de renforcer l'écosystème de R&D et proposer des produits améliorés, innovants et alignés sur les besoins croissants des industries", a-t-il noté. Au sujet des investissements étrangers dans l'industrie chimique, M. Gowda a déclaré que le ministère avait mis en place une cellule de promotion des investissements avec la mise en place d'un guichet unique et continue d'assurer le sou-

tien aux entreprises désireuses d'investir en Inde.

La taille du marché de l'industrie chimique en Inde, qui emploie plus de 2 millions de personnes, s'élevait à 178 milliards de dollars en 2018-2019.

La production totale de produits chimiques et pétrochimiques s'est élevée à 27,858 tonnes en 2018-2019, soit une croissance de 4,18% par rapport à 2017-2018.

ETATS-UNIS - AVIATION

L'administration Trump accorde des prêts à 7 compagnies aériennes pour sauver l'emploi

Le Trésor américain a annoncé mardi soir avoir conclu des accords pour accorder des prêts à sept grandes compagnies aériennes, dont American Airlines et United Airlines, pour sauvegarder l'emploi.

Mais il ne précise pas si ces accords vont permettre de suspendre les plans de suppression d'emplois annoncés récemment par ces deux grands transporteurs.

La pandémie de Covid-19 a provoqué au printemps la quasi-paralysie du transport aérien.

Depuis la réouverture progressive de l'économie, les transporteurs aériens peinent à faire revenir les passagers dans leurs avions et les lignes internationales sont toujours extrêmement réduites, en raison des interdictions décrétées par les différents gouvernements.

Outre American et United, Alaska Airlines, Frontier Airlines, JetBlue Airways, Hawaiian Airlines, SkyWest Airlines ont signé l'accord avec l'administration Trump.

Sans surprise, Delta Airlines et Southwest Airlines ne font pas partie de ces nouveaux accords puisqu'elles avaient déjà indiqué qu'elles n'y prendraient pas part.

"Nous sommes heureux de conclure de s'prêts qui soutiendront cette industrie essentielle tout en assurant une compensation appropriée des contribuables", a commenté le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, cité dans le communiqué.

Il a en outre appelé le Congrès à étendre le programme de soutien afin de soutenir l'emploi de toute l'industrie aéronautique.

Le Trésor précise en revanche que les compagnies signataires obtiendront leur prêt "sous certaines conditions" qui n'ont pas été précisées.

Il ajoute que les compagnies recevront "un prêt d'un montant maximum de 7,5 milliards de dollars ou 30% de 25 milliards".

Les compagnies négociaient depuis début juillet l'octroi de ces prêts.

L'enveloppe de 25 milliards de dollars dédiée au transport aérien avait été décrétée dans le cadre du gigantesque plan de soutien à l'économie américaine de 2.200 milliards de dollars adopté fin mars par les Etats-Unis pour soutenir ménages et entreprises durement affectés par la crise sanitaire et économique.

En juillet, le Trésor avait indiqué que les emprunteurs devraient s'engager à certaines conditions comme le maintien d'un certain niveau d'emplois et des plafonds sur les rémunérations des employés, le versement de dividendes et les rachats d'actions.

FRANCE

La consommation des ménages rebondit en août

Les dépenses de consommation des ménages français ont rebondi en août après un léger recul en juillet, portées par l'augmentation des achats alimentaires et de la consommation de biens fabriqués, du fait du décalage des soldes cette année, a indiqué mercredi l'Institut français de la statistique (Insee).

Ces dépenses ont ainsi augmenté de 2,3% au mois d'août, après avoir finalement baissé de 0,9% en juillet, selon un chiffre révisé publié par l'Institut de la statistique.

Avec le report de trois semaines des soldes, les dépenses de biens fabriqués ont ainsi nettement augmenté de 3,6%. Elles ont été portées par celles de textile qui ont bondi de 17,4%, tandis que la consommation de biens durables (matériel de transport, voitures neuves, équipement du logement) a reculé de 1,5%, notamment du fait de la baisse des achats de véhicules par rapport aux mois précédents qui avaient été soutenus par les primes mises en place par le gouvernement. La consommation alimentaire s'est elle aussi redressée (+2,4%) après deux mois de baisse, souligne l'Insee.

Enfin, les consommations de tabac et d'énergie sont en recul.

CHLEF

Arrestation d'une personne en flagrant délit de pratique de sorcellerie dans son domicile (Sûreté)

Un individu a été arrêté par les éléments de la brigade criminelle de la sûreté de wilaya de Chlef, en flagrant délit de pratique de sorcellerie au niveau de son domicile, a-t-on appris mardi auprès de ce corps de sûreté.

"Un individu, âgé de 51 ans a été arrêté dans son domicile, sis au centre-ville de Chlef, en flagrant délit de pratique de rites de magie et de sorcellerie", a indiqué à l'APS le chargé de la communication de la Sûreté de wilaya, le commissaire de police Cherif Ankoud.

L'arrestation de cet individu a été rendue possible grâce à l'exploitation d'informations signalant qu'il pratiquait la sorcellerie au niveau de son domicile, a-t-il ajouté.

Les investigations menées par la suite, ont permis, a-t-il ajouté, l'arrestation du suspect en flagrant délit de pratique de sorcellerie, avec la saisie au niveau de son domicile d'objets divers, dont des talismans, bougies, plomb, photos d'hommes et de femmes, l'encens et d'autres produits utilisés dans les rites de sorcellerie, ainsi que des exemplaires du Saint Coran, déchirés et souillés. Le mis en cause a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Chlef, sous le chef d'accusation de "pratique de magie et de sorcellerie et profanation du Saint Coran", es-il précisé de même source.

CRIMINALITÉ

Sûreté d'Alger : saisie de 112 g de cannabis, de comprimés psychotropes et d'armes blanches à Dar El Beida

La sûreté de la circonscription administrative de Dar El Beida relevant de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont saisi 112 g de cannabis, des comprimés psychotropes, des armes blanches et de l'argent liquide en monnaie nationale et en devise, a indiqué, mardi, un communiqué de Sûreté de wilaya.

La sûreté de la circonscription administrative de Dar El Beida relevant de la Sûreté de la wilaya d'Alger, ont saisi "112 grammes de cannabis, deux flacons contenant des substances psychotropes, 223 capsules de psychotropes, 3 armes blanches et de l'argent liquide en monnaie nationale (près de 30 millions de centimes) et en devise (260 euros)", lit-t-on dans le communiqué. Il s'agit de deux affaires, la première liée à la détention, au transport et au trafic de comprimés psychotropes. La 2e quant à elle, est liée au faux en écritures publiques, abus de confiance et escroquerie. Les deux affaires précitées ont été traitées respectivement par les services de la 14e sûreté urbaine Zerhouni Mokhtar et la brigade de police judiciaire.

Trois individus ont été arrêtés avec en leur possession, 18 plaquettes de comprimés hallucinogènes contenant 178 capsules et 79,70 da.

Après parachèvement des formalités légales en vigueur, les mis en cause ont été présentés devant les juridictions territorialement compétentes, lesquelles ont ordonné leur mis en détention provisoire.

Par ailleurs, la brigade de police judiciaire relevant de la circonscription administrative de Dar El Beida "a mis un terme à l'activité d'une bande criminelle prise en flagrant délit de tentative de vol d'un local, indique le communiqué.

L'affaire concerne constitution d'une bande de malfaiteurs en vue de la préparation d'un vol, acte de vol pendant la nuit, effraction, violence et usage d'armes blanches.

Les éléments de la brigade de la Police judiciaire se sont immédiatement déplacés sur le lieu et arrêté en flagrant délit, l'un des individus commettant le forfait, et qui "était en train de faire sortir une marchandise du local de commerce, un coffre contenant 11.570 DA, un ensemble de sacs en plastique contenant 11 flacons de parfum, 302 paquets de cigarettes de différentes marques et 3 téléphones portables", détaille-t-on dans le communiqué.

"Le mis en cause dont l'acolyte a été également arrêté, avait en sa possession les outils du crime, à savoir une bombe lacrymogène et une arme blanche".

Après s'achèvement des formalités légales en vigueur, les mis en cause ont été présentés devant les juridictions territorialement compétentes qui les ont placés en détention provisoire, conclut le communiqué.

FEMME - PROMOTION

"La promotion de la femme et l'amélioration de sa condition est une stratégie souveraine"

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, ainsi que du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale par intérim, Kawthar Krikou a souligné, mardi à Nâama, que le renforcement des mécanismes de solidarité nationale à travers l'amélioration de la situation de la femme et la promotion de ses droits représente une stratégie souveraine.

La ministre a indiqué, dans une déclaration en marge de sa visite dans la wilaya, que "le soutien à l'adhésion sociale, politique et économique de la femme et la promotion de son statut, travailleuse soit-elle ou créative dans tous les domaines, est consacré dans le projet de révision de la Constitution".

"Le travail de la femme rurale représente un important axe d'intérêt national pour sa participation dans la réalisation l'autosuffisance de nombreux produits nationaux, à travers les mécanismes de soutien fournis par l'Etat suivant une stratégie d'observation des besoins du marché et leur adaptation avec les sources d'emploi", a-t-elle déclaré.

La ministre a entamé sa visite, en compagnie du ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki et la représentante du Programme des nations unies de développement en Algérie Blerta Alikou, par le lancement de deux caravanes de solidarité et sanitaire au profit de familles nécessiteuses et des nomades des zones d'ombre, réparties à travers de nombreuses communes de la wilaya de Nâama.

La caravane de solidarité ciblant 300 familles nécessiteuses transporte des kits alimentaires et des lots de literie et de couvertures, ainsi que des motocycles et des fauteuils roulants, alors que la caravane sanitaire organise, en coordination avec la direction de l'action sociale et de solidarité et les directions de la protection civile et de la santé et de la population, une équipe médicale et paramédicale comprenant des sages-femmes pour des consultations au niveau des villages reculés de la wilaya.

CONSTANTINE

Plus de 50 % des accidents de la circulation sont survenus dans des virages dangereux

Plus de 50 % des accidents de la circulation survenus depuis le début de l'année en cours dans la wilaya de Constantine se sont produits dans des virages dangereux, a indiqué mardi le chargé de communication auprès de la sûreté de la wilaya.

"Sur un total de 215 accidents de la circulation enregistrés entre janvier et août derniers, 114 accidents de la route ont eu lieu dans des virages dangereux", a expliqué le lieutenant, Billel Benkheldia, en marge d'une campagne de sensibilisation organisée par ce corps constitué en collaboration avec la direction de la Protection civile (DPC) ainsi que l'association El Ouifak,



Mme Krikou a également procédé au lancement d'une session de formation préparatoire, pédagogique et psychologique clinique au profit des professeurs de l'enseignement spécialisé, dans le cadre de la concrétisation de la convention entre les directions de wilaya de l'action sociale et de l'éducation visant à fournir un encadrement spécialisé pour la prise en charge de la scolarisation des personnes aux besoins spécifiques (déficients mentaux et enfants autistes) pour faciliter leur intégration dans le milieu scolaire dans des classes spécialisées dans les cycles primaire et moyen.

Lors de l'inspection d'un volet de cette session de formation au profit de 15 éducateurs spécialisés et 5 assistantes sociales qui se poursuivra 8 jours durant dans la commune de Nâama, en respectant le protocole sanitaire de prévention contre le Covid-19, la ministre a affirmé qu'un net intérêt est accordé par le secteur à la stratégie d'insertion sociale et professionnelle des personnes aux besoins spécifiques en garantissant l'enseignement spécialisé de cette frange, ainsi que son intégration dans le marché

du travail à travers des programmes d'accompagnement et d'habilitation professionnelle.

Au passage, elle a fait savoir que 1.500 prêts, des équipements et du matériel pour la création de projets d'artisanat et de services ont été alloués cette à cette frange au niveau national.

Au siège de l'antenne de wilaya de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC), la ministre a eu des explications sur la situation de financement des entreprises de jeunes par ce dispositif et a indiqué que le taux de 8% de l'élément féminin a bénéficié de financement dans le cadre de cette caisse à travers la wilaya, trouvant ce taux "dérisoire" et appelant à intensifier la communication de proximité et l'accompagnement, ainsi que l'activation du rôle des guichets itinérants pour se rapprocher de la femme rurale et des femmes vivant dans les zones reculées pour leur expliquer les avantages de créer des projets productifs.

Lors de sa visite de l'exposition des produits de l'artisanat de la femme rurale à la maison de la culture "Ahmed Chami", la ministre a donné

des instructions aux responsables et dirigeants des différents mécanismes de soutien à l'emploi dans la wilaya et de l'Agence de développement social (ADS) pour focaliser sur l'accompagnement et la sensibilisation de la femme rurale et établir un diagnostic, dans le but de connaître ses besoins pour un soutien plus important, et le nombre d'activités familiales productives, en plus de fournir de plus larges et plus grandes occasions pour la commercialisation des produits de la femme rurale.

Mme Krikou a rappelé, dans ce sens, que la stratégie de son département ministériel repose sur l'accompagnement entrepreneurial, l'apprentissage et le soutien du programme de la famille productive et des femmes créatives, notamment dans les zones éloignées, en mettant l'accent sur le diagnostic de terrain pour connaître les besoins de cette frange, ses exigences, ses revenus et le rôle de la femme dans le développement durable.

La ministre a souligné qu'elle est parmi les objectifs du plan de développement de son département, l'accélération dans la préparation de la carte nationale des nécessiteux, le renforcement des réalisations des enquêtes sociales et la sensibilisation pour l'insertion socio-économique de la femme rurale, des femmes au foyer et des personnes aux besoins spécifiques.

En outre, la ministre a présidé une cérémonie de remise de décisions de micro-crédits au profit de 38 femmes rurales et d'équipements à 28 femmes porteuses de projets productifs financés par le fonds de solidarité nationale.

représentante des auto-écoles de la wilaya de Constantine.

Outre le caractère dangereux des virages, ces drames de la route, recensés notamment sur les routes nationales traversant le chef-lieu, ont été causés principalement par "l'excès de vitesse, le dépassement dangereux et le mauvais état des véhicules", a souligné la même source.

Les usagers de la route ont été sensibilisés à la nécessaire application stricte du code de la route au niveau des zones et virages dangereux considérés comme "les points noirs du trafic routier" au cours de cette sortie sur le terrain,

effectuée sur les axes routiers de la RN 5, notamment sur les tronçons reliant les cités de Zouaghi Slimane à Kouhil Lakhdar et la localité d'Ain El Bey à la cité Boussouf, où plusieurs accidents de la route ont été signalés.

"En sus du respect du code de la route, le contrôle technique périodique des véhicules et l'authenticité des pièces de rechange peuvent éviter de nombreux accidents mortels", a indiqué à l'APS, Moualaf Issac, représentant de l'association El Ouifak, mettant l'accent sur ce phénomène qui prend de plus en plus de l'ampleur et l'importance de sensibiliser les usagers de la route. De

leur côté, certains usagers de la route sensibilisés ont appelé à la multiplication des panneaux publicitaires avertissant les usagers de la route de ces points noirs, la rénovation des plaques de signalisation et la restauration des routes dégradées pour réduire les accidents de la circulation.

Dans la wilaya de Constantine, 17 personnes ont perdu la vie et 295 autres ont été blessées dans les 215 accidents de la route enregistrés depuis le début de l'année en cours, selon les statistiques présentées lors de cette journée par les services de la police, a-t-on signalé.

CHINE - NAUFRAGE

10 disparus après un naufrage dans le sud de la Chine

Dix personnes ont été portées disparues après le naufrage d'un bateau chargé de sable, mardi, dans les eaux près de l'île de Hailing, dans la province chinoise du Guangdong (sud), a déclaré mercredi le centre provincial de recherche et de sauvetage en mer.



A la suite de l'accident, les forces de sauvetage se sont précipitées sur le site, à la recherche des personnes se trouvant sur le bateau.

Selon les premiers éléments de l'enquête, un total de seize personnes étaient à bord du bateau.

Six d'entre elles avaient été secourues mercredi à midi, tandis que dix autres restaient portées disparues.

Les efforts de sauvetage et l'enquête sur la cause de l'accident sont en cours.

PARAGUAY

Asuncion envahie par des fumées de feux de forêts

Asuncion était envahie mardi par des fumées de feux de forêts dans les environs de la capitale paraguayenne, attisés par des températures élevées et des vents violents.

Les pompiers sont parvenus à maîtriser des incendies qui ont ravagé 50 hectares de prairies, près de l'aéroport international d'Asuncion.

L'autoroute qui conduit à l'aéroport depuis la capitale a été fermée quelques heures.

Un incendie a également maîtrisé dans le centre de traitement des déchets de la capitale.

Ces feux ont été favorisés par des vents forts et par la sécheresse qui sévit depuis de longs mois dans le pays sud-américain.

Le Paraguay a connu des températures d'environ 40 degrés et des vents de jusqu'à 70 km/h au cours des derniers jours.

Depuis juillet, dans le bas Chaco (nord-ouest), quelque 40.000 hectares de végétation ont été dévastés par les incendies, selon l'Association rurale, une association nationale d'agriculteurs et éleveurs.

Le manque de pluie des derniers mois a réduit au minimum le niveau du fleuve Paraguay, qui traverse le territoire sur environ 1.000 km, ce qui rend la navigation difficile pour les barges qui transportent des tonnes de marchandises vers les ports du Rio de la Plata.

Le Pantanal, plus vaste zone humide de la planète, à cheval sur le Brésil, la Bolivie et le Paraguay, et en proie aux flammes depuis des semaines du côté brésilien, a également été touché du côté paraguayen, a indiqué Pepe Cartes, directeur exécutif de l'ONG Guira Paraguay, qui surveille les incendies par satellite.

"Au Paraguay, il y a encore des incendies sporadiques, mais pas aussi répandus" qu'au Brésil, a-t-il expliqué.

L'année dernière, à la même époque, des incendies avaient dévasté 60.000 hectares de végétation dans le Pantanal bolivien et paraguayen.

CHINE-CRIMINALITÉ

Arrestation de plus de 4800 personnes pour pêche illégale

La police chinoise a résolu 3.292 "affaires criminelles" liées à la pêche illégale, arrêtant 4.838 suspects dans le cadre d'une lutte nationale contre cette pratique le long du fleuve Yangtze.

Lancée en juin par le ministère de la Sécurité publique et le ministère de l'Agriculture et des Affaires rurales, cette campagne de trois ans vise à lutter contre la pêche illégale en imposant une interdiction de pêche le long du plus long fleuve du pays.

La campagne a abouti à la saisie de plus de 1.500 bateaux de pêche, 23.000 unités de matériels de pêche et 77.000 kilogrammes de marchandises, a indiqué mardi le ministère chinois de la Sécurité publique.

BRÉSIL - ENVIRONNEMENT

La justice retoque la fin de la protection des zones littorales

Un tribunal brésilien a retoqué mardi, à la suite d'une plainte déposée par des écologistes, la décision du gouvernement visant à abroger des règles qui permettaient de préserver la végétation du littoral.

Ce rejet intervient moins de 24 heures après l'annonce faite par le gouvernement de suspendre la loi qui datait de 2002 et visait à protéger la mangrove, végétation typique des côtes tropicales, alors que le président brésilien souhaitait éliminer "les zones de protection permanente".

La juge fédérale Maria Carvalho a validé la demande d'un groupe d'avocats opposés à la mesure estimant qu'elle causerait "un risque évident de dommages irréversibles à l'environnement", selon la décision.

La loi interdit notamment la construction sur les 300 mètres de la bande côtière des zones protégées, une règle qui a notamment empêché la multiplication des hôtels

et résidences en front de mer. Selon les groupes écologistes, revenir sur ces règles pourrait avoir un effet catastrophique sur l'environnement, le responsable du mouvement écologiste SOS Mata Atlantica, Mario Mantovani estimant lundi qu'il s'agissait d'un "crime contre la société".

Le président d'extrême droite Jair Bolsonaro n'a jamais caché être climatocéptique.

Il a soutenu l'accélération de la déforestation en Amazonie ainsi que dans les zones humides du Pantanal afin de favoriser la puissante industrie agro-alimentaire du pays.

La décision de lundi avait été prise à l'issue d'une réunion du Conseil national de l'Environnement, qui regroupe des fonctionnaires publics, des associations environnementales, des syndicats professionnels et est présidé par le ministre de

l'Environnement Ricardo Salles. En 2019, le gouvernement avait publié un décret réduisant le nombre de membres du conseil, le ramenant de 96 à 23, donnant par la même occasion plus de poids à ses partisans.

Parmi les autres décisions annoncées lundi, le Conseil avait également abrogé une mesure imposant des permis environnementaux pour les projets présentant des risques en la matière, et autorisé les cimenciers à brûler des emballages de pesticides pour les recycler, une pratique hautement polluante selon les écologistes.

Lors d'une réunion ministérielle en avril dernier, M. Salles avait affirmé que le gouvernement devait profiter du fait que l'attention médiatique était concentrée sur la pandémie de Covid-19 pour faire "passer les boeufs", une formule interprétée comme une volonté d'accélérer les mesures de flexibilisation du code environnemental.

COLOMBIE

94 migrants haïtiens secourus dans la mer des Caraïbes

La marine colombienne a annoncé qu'une centaine de migrants haïtiens ont été secourus mardi par un bateau de pêche au large de la Colombie, dans la mer des Caraïbes, alors qu'ils dérivait sur une embarcation après avoir été abandonnés par un passeur.

Les migrants, qui tentaient de rejoindre le Panama, ont raconté avoir été "abandonnés" après une panne de moteur de leur embarcation qui transportait 61 adultes et 33 enfants, a

déclaré le capitaine Octavio Gutierrez, un commandant des garde-côtes.

Le passeur a appelé au secours un autre bateau à bord duquel il "est monté en laissant derrière lui" les migrants au large d'Acandí, dans le département de Choco (nord-est), où ils ont été secourus par un bateau de pêche qui les a ramenés près de la côte.

Ils ont alors été embarqués sur des canots de secours par les garde-côtes. Selon le capitaine

Gutierrez, les migrants ont expliqué qu'ils fuyaient la crise économique en Haïti. Ils ont été remis aux autorités migratoires.

Le golfe d'Uraba, situé en Colombie, tout près de la frontière avec le Panama, où l'embarcation a été secourue, est un des principaux points de transit de migrants africains, asiatiques et haïtiens qui tentent de rejoindre l'Amérique centrale, pour ensuite gagner les Etats-Unis.

Mais "depuis l'an dernier (...) on n'avait pas découvert d'em-

barcation avec autant de personnes" à bord, a indiqué le capitaine Gutierrez.

Selon lui, les arrivées de migrants s'étaient réduites depuis un naufrage en janvier 2019 d'une embarcation transportant une trentaine d'Africains.

Le naufrage avait fait au moins 19 morts, dont des enfants.

Par ailleurs, la Colombie a fermé ses frontières en raison de la pandémie de coronavirus.

ESPAGNE

L'Espagne veut réglementer le statut des livreurs à domicile

Le gouvernement espagnol veut "clarifier" le statut juridique des livreurs travaillant pour des plateformes comme Deliveroo, qui doivent être considérés comme des employés et non comme des travailleurs indépendants, a annoncé mardi le ministre du Travail.

"Nous allons clarifier la nature du travail des dénommés 'riders'", a expliqué Yolanda Diaz lors d'une conférence de presse.

"Il n'y a aucun doute sur le fait qu'une personne qui livre à vélo n'est pas un entrepreneur mais un simple travailleur" et n'a "aucune marge d'autonomie" par rapport à la plateforme qui l'emploie, a expliqué le ministre.

"La réglementation que nous allons élaborer clarifiera la nature de cette relation", a-t-elle souligné, en assurant que les partenaires sociaux seraient associés à sa

conception. Cette déclaration intervient quelques jours après une décision de la Cour suprême espagnole reconnaissant l'existence d'une "relation de travail" entre un livreur et la société espagnole Glovo.

La justice espagnole a rendu ces dernières années de nombreuses décisions suite à des plaintes de livreurs de sociétés comme Glovo ou Deliveroo, tranchant tour à tour en faveur des plaignants ou des entreprises.

Le britannique Deliveroo a été condamné à deux reprises en 2019 dans des procès l'opposant à la Sécurité sociale espagnole et impliquant des centaines de livreurs.

La justice avait alors estimé que Deliveroo aurait dû déclarer ces livreurs comme des salariés et payer en conséquence des cotisations à la Sécurité sociale.



S A N T É - A L G É R I E

RAGE 900 cas et 15 décès en Algérie en 2019

Quelque 900 cas de rage, dont 15 décès, ont été enregistrés en Algérie en 2019, a révélé dimanche le chargé du programme zoonoses au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Dr Ali Trad.

"En Algérie, la rage animale sévit à l'état enzootique avec une moyenne de 900 cas enregistrés chaque année, dont 15 décès, majoritairement des enfants de moins de 14 ans", a précisé le Dr Trad à la veille de la Journée mondiale de lutte contre la rage (28 septembre).

"Pour 2018 et 2019, les wilayas ayant notifié des cas de rage sont : Médéa, Aïn Defla, Biskra, Oran, Skikda, El-Bayadh, Tissemsilt, Tiaret, Mostaganem, Khenchela, M'sila, Bejaia, Alger, Aïn Temouchent, Tipasa, Annaba, Ghardaïa et El-Oued", a fait savoir le responsable.

La Journée mondiale de lutte contre la rage, célébrée cette année sous le thème "Finissons-en avec la rage : Collaborons et vaccinons", vise à sensibiliser aux mesures cruciales que les communautés peuvent prendre pour la prévention de la rage et l'élimination, d'ici à 2030, de tous les décès humains dus à cette maladie transmise par les chiens, a souligné le Dr Trad.

La rage étant une maladie à prévention vaccinale, la vaccination des chiens reste la "stratégie la plus efficace" pour éviter cette maladie chez l'homme, a-t-il soutenu, ajoutant que "la vaccination des chiens permet de réduire le nombre de décès imputables à la rage mais aussi le besoin d'une prophylaxie postexposition dans le cadre des soins aux patients mordus par des chiens".

Informers les adultes et les enfants sur le comportement des chiens et la manière de prévenir les morsures, est une composante essentielle de lutte contre la rage et peut faire baisser l'incidence de la rage chez l'homme comme la charge financière du traitement, a souligné M. Trad.

Et d'ajouter "l'optimisation des connaissances de la population en matière de prévention et de lutte contre la rage signifie également informer sur les responsabilités des propriétaires d'animaux de compagnie et sur les soins à dispenser immédiatement après une morsure".

Pour M. Trad, la participation et l'engagement de la population dans ces programmes permettent une meilleure perception, diffusion et application des messages d'information.

L'élimination de la rage exige, selon le même responsable, une implication cohérente et durable, adossée à des actions bien réfléchies et pérennes de gestion de la santé humaine et animale, avec bien entendu l'étroite collaboration des différents secteurs de la Santé, l'Agriculture, l'Intérieur, l'Environnement, la Communication, le but étant de ramener à zéro le nombre des décès humains dus à la rage à l'horizon 2030.

La rage est une maladie infectieuse d'origine virale qui est toujours mortelle une fois que les symptômes cliniques apparaissent.

Dans la plupart des cas, le virus de la rage est transmis à l'homme par la salive d'un animal infecté, domestique ou sauvage notamment le chien et le chat.

Selon des données de l'OMS, la rage sévit dans plus de 150 pays dans le monde avec environ 60 000 décès/an concentrés en Asie et en Afrique, et plus de 95 % des cas humains de rage, majoritairement des enfants, sont dus à des morsures de chiens infectés.

162 nouveaux cas, 111 guérisons et 8 décès

Cent soixante-deux (162) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 111 guérisons et 8 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mercredi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 51.530 dont 162 nouveaux cas, soit 0,4 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1734 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 36.174, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 21 wilayas ont recensé moins de 9 cas durant les dernières 24 heures, 20 autres n'ont notifié aucun cas, alors que 7 wilayas ont enregistré plus de 10 cas.

Par ailleurs, 21 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.



LUTTE CONTRE LE CANCER

Benbouzid : "le ministère disposé à consolider les relations avec les représentants des associations des cancéreux"

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a réaffirmé, lors d'une audience accordée à une délégation du réseau national des associations et des représentants des cancéreux, la disposition du ministère à consolider les

relations avec les associations et les représentants des malades, en les associant à l'opération d'élaboration de la nouvelle politique sanitaire, indique, lundi, le ministère dans un communiqué. Lors de cette rencontre, le ministre de la Santé a écouté "les préoccupations et propositions de ces associa-

tions", indiquant que ces rencontres seront "périodiques dans le cadre de la concertation participative au processus de la réforme".

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la coordination de l'action pour la lutte contre le cancer.

A cet effet, M. Benbouzid s'est félicité du "rôle actif des

associations dans la sensibilisation des membres de la société".

Pour leur part, les représentants des associations se sont dits "satisfaits et ouverts sur cette nouvelle vision de coopération qui leur permet d'accomplir au mieux leurs missions et d'accompagner les patients au quotidien".

ALGÉRIE - OMS - PALUDISME

Cas de paludisme importés dans le sud du pays : le dispositif de surveillance renforcé

L'Algérie, certifiée exempte du paludisme par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), reste confrontée au problème du "paludisme d'importation", induisant un renforcement du dispositif de surveillance et de prise en charge, indique mardi un communiqué du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

"Comme chaque année au mois de septembre après les premières pluies, il y a une recrudescence des cas de paludisme importés venant essentiellement des pays frontaliers sahéliens ou d'Algériens ayant séjourné au niveau de ces pays", relève le ministère.

Les données actuelles de la surveillance épidémiologique montrent, selon

la même source, que des cas de paludisme d'importation ont été enregistrés au niveau de cinq wilayas du Sud, à savoir Tamanrasset avec 918, Adrar 96 cas, Illizi 89 cas, Ouargla 5 cas et Ghardaïa 2 cas.

"Toutes les mesures ont été prises conformément au plan national de prévention de la réintroduction de la maladie qui prend en (compte) les facteurs climatiques, géographiques et les voyages dans les pays d'endémie palustre", assure le ministère, ajoutant que "tous les cas ont été pris en charge au niveau des structures hospitalières conformément aux directives thérapeutiques nationales".

"Les antipaludéens étaient disponi-

bles au niveau des structures de prise en charge et un stock de sécurité a été renforcé au niveau de ces wilayas en prévision de la survenue d'autres cas", souligne le communiqué.

De même, "le dispositif de surveillance a été renforcé, notamment, par le dépistage actif, la détection et la prise en charge précoce des cas.

A cela s'ajoute la mise en application des mesures appropriées de lutte anti vectorielle".

Le ministère de la Santé assure, en coordination avec les directeurs de la santé et de la population des wilayas concernées, "le suivi et les mesures mises en place pour faire face à cette situation", conclut le communiqué.

SÉTIF

Nécessaire application du protocole sanitaire pour le référendum sur la révision de la Constitution

L'application du protocole sanitaire mis au point spécialement pour le rendez-vous référendaire sur le projet de révision de la Constitution, prévu le 1er novembre prochain, "est une impérieuse nécessité pour l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE)", a-t-on appris mardi du coordinateur de la wilaya de Sétif de cette instance constitutionnelle, Fayçal Hichour.

"L'Etat a mobilisé tous les moyens humains et matériels nécessaires à la réussite de ce référendum en mettant en avant la priorité d'appliquer à la lettre le protocole

sanitaire dans le but d'éviter toute expansion du coronavirus", a précisé M. Hichour, au cours d'une conférence de presse au siège de la coordination de wilaya de l'ANIE, consacrée à ce protocole sanitaire validé par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la Covid-19 et signé conjointement par l'ANIE et le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Il a ajouté, à cet effet, que la sécurité et la santé du citoyen sont placées "au-dessus de toute considération" et ont conduit les organisateurs de cet événement à œuvrer

à respecter ce protocole sanitaire du début jusqu'à la fin du référendum. M. Hichour a par ailleurs révélé que le corps électoral de la wilaya de Sétif a atteint à la clôture de l'opération de révision exceptionnelle des listes électorales, plus de 1.020.661 inscrits, soulignant que 10 048 sites publicitaires et 122 salles ont été mobilisés à travers la wilaya dans le cadre de la campagne de sensibilisation en prévision du référendum sur la révision constitutionnelle.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE Plus de 1.012.000 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 1.012.093 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi à partir de sources officielles mercredi.

Plus de 33.719.740 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 23.249.700 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations.

Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.

Sur la journée de mardi, 5.653 nouveaux décès et 288.127 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 1.179 nouveaux morts, les Etats-Unis (871) et le Brésil (863). Les Etats-Unis sont le



pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 206.005 décès pour 7.913.349 cas recensés, selon le compte de l'université Johns Hopkins. Au moins 2.813.305 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 142.921 morts pour 4.777.522 cas, l'Inde avec 97.497 morts (6.225.763 cas), le Mexique avec 77.163 morts (738.163 cas), et le Royaume-Uni avec 42.072 morts (446.156 cas). Parmi les pays les plus

durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 98 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (86), la Bolivie (68), l'Espagne (68), et le Brésil (67). La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 85.384 cas (12 nouveaux entre mardi et mercredi), dont 4.634 décès (0 nouveaux), et 80.566 guérisons.

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient mercredi à 11H00 GMT 344.986 décès pour 9.324.712 cas, l'Europe 231.951 décès (5.440.587 cas), les Etats-Unis et le Canada 215.330 décès (7.348.038 cas), l'Asie 138.029 décès (8.133.468 cas), le Moyen-Orient 45.157 décès (1.966.061 cas), l'Afrique 35.670 décès (1.475.239 cas), et l'Océanie 970 décès (31.637 cas).

ESPAGNE

Prête à durcir les mesures sanitaires à Madrid et dans les zones les plus touchées

Face à la deuxième vague de coronavirus, le gouvernement espagnol et l'exécutif de la région de Madrid ont annoncé mardi "un accord de principe" pour durcir les mesures de restrictions sanitaires dans la capitale, qui pourraient également s'appliquer à d'autres zones du pays. Après plusieurs jours de tension avec le gouvernement de gauche de Pedro Sanchez, l'exécutif régional de droite "a accepté les recommandations du gouvernement" l'enjoignant à serrer la vis, a affirmé le ministre espagnol de la Santé Salvador Illa lors d'une conférence de presse. "Satisfait d'avoir atteint un accord de principe avec le gouvernement espagnol pour aborder ensemble la bataille contre le virus", a de son côté commenté le vice-président de la région de Madrid Ignacio Aguado. La capitale est

l'épicentre de la deuxième vague de la pandémie de Covid-19 en Espagne.

À l'échelle du pays, elle a causé près de 760.000 contaminations et plus de 31.000 décès, selon les données du ministère de la Santé. Le projet d'accord entre les deux exécutifs prévoit des "mesures de limitation de la mobilité, des contacts sociaux, des capacités d'accueil et des horaires", a précisé M. Illa. Ces nouvelles restrictions seront appliquées uniquement dans les zones où trois critères seront réunis: une incidence supérieure à 500 contaminations pour 100.000 habitants sur les deux dernières semaines, un taux d'occupation des unités de soins intensifs supérieur à 35% et un taux de positivité aux tests de dépistage PCR supérieur à 10%.

La capitale et la majorité de la région de Madrid satisfont à ces critères, avec

des taux d'incidence supérieures à 1.000 contaminations pour 100.000 habitants à certains endroits. Mais d'autres parties du pays pourraient également être concernées, en fonction de leur situation sanitaire.

Pour entrer en vigueur, ces nouvelles mesures devront être approuvées mercredi par l'ensemble des 17 régions qui composent l'Espagne. Encouragé par une "ambiance propice" parmi les responsables régionaux de la Santé, M. Illa s'est dit optimiste quant à l'adoption de ces restrictions.

Plus d'un million d'habitants de la région de Madrid ne peuvent d'ores et déjà sortir de leur quartier que pour des raisons précises comme aller travailler, se rendre chez le médecin ou emmener les enfants à l'école.

ALLEMAGNE

Le laboratoire pharmaceutique Allemand CureVac lance la 2^e étape d'un essai clinique

Le laboratoire pharmaceutique allemand CureVac a annoncé avoir entamé les essais cliniques de deuxième phase de son vaccin expérimental contre le coronavirus.

"Un premier participant a été vacciné" en appliquant la technologie qui fait la spécialité de CureVac, basée sur des molécules "ARN messenger" (ARNm) qui se trouvent dans le corps humain, a indiqué le laboratoire de Tübingen dans

un communiqué mardi soir.

L'étude sera menée au Pérou et au Panama et comptera en tout 690 participants. Les premières données complètes de cette phase chez les personnes plus âgées, qui présentent un risque plus élevé au Covid-19, sont attendues "lors du quatrième trimestre", précise CureVac.

La troisième et dernière phase d'essais du candidat vaccin est prévue pour démarrer

au quatrième trimestre avec jusqu'à 30.000 volontaires prévus. "Le début de l'essai clinique de phase 2a au Pérou et au Panama fait faire un pas en avant important de notre programme d'étude clinique Covid-19", déclare Mariola Fotin-Mlecsek, directrice technique de CureVac. CureVac compte parmi les dizaines de laboratoires dans le monde qui font la course au potentiel vaccin contre le nouveau coronavi-

rus. L'entreprise a été récemment introduite sur la Bourse électronique Nasdaq, 150 millions de dollars sur les fonds levés devant servir à financer le développement d'un vaccin contre le Covid-19.

La Commission européenne a d'ores-et-déjà réservé 225 millions de doses du potentiel vaccin contre le Covid-19 de CureVac. C'est le quatrième accord de ce type trouvé par l'UE avec des laboratoires.

ITALIE

Une étude met en lumière la souffrance des personnels de maisons de retraite

Pas loin de la moitié des salariés et soignants de maisons de retraite ont souffert de syndromes d'anxiété ou de stress post-traumatique (SSPT) à cause de la crise du Covid-19, révèle une étude menée dans le nord de l'Italie, publiée mercredi. La proportion de troubles d'anxiété (modérés ou sévères) et/ou de symptômes de stress post-traumatique (modérés ou sévères) a atteint 43% parmi la population ciblée par l'étude, avec une prédominance du SSPT. Au total, un peu plus d'un millier de personnels de maisons de retraite ont été soumis à des

questionnaires de dépistage, dans 33 établissements du nord de l'Italie, la zone du pays la plus durement touchée par le Covid-19 au printemps. "Vue la gravité de la situation, nous nous attendions à une prévalence raisonnablement forte, mais pas à ce point", a expliqué l'une des auteures de l'étude, Elena Rusconi, professeure au département de psychologie et de sciences cognitives à l'université de Trente. Ces personnels représentent "une population largement ignorée", qui joue un rôle très sensible et crucial dans notre société et sur laquelle la pandémie

de Covid-19 a fait peser un fardeau particulièrement soudain et lourd", écrit-elle avec les co-auteurs de l'étude, publiée dans la revue Royal Society Open Science.

Pour les auteurs de l'étude, de tels chiffres peuvent s'expliquer par la multiplication des facteurs de risques de stress, ajoutés à la peur de contracter le virus. Parmi eux, une forte proximité avec les résidents pouvant causer une charge émotionnelle plus importante, d'autant que les personnes âgées étaient très exposées aux conséquences mortelles du Covid-19.

BM - VACCINS

La Banque mondiale veut débloquer 12 milliards pour les vaccins

La Banque mondiale a demandé à son Conseil d'administration d'approuver un financement supplémentaire de 12 milliards de dollars pour aider les pays pauvres à acheter et distribuer des vaccins contre le coronavirus, a indiqué mardi l'institution.

"Un vaccin Covid-19 efficace et sûr est la voie la plus prometteuse pour que le monde puisse rouvrir en toute sécurité", a indiqué un porte-parole.

"L'économie mondiale ne se rétablira pas complètement tant que les gens n'auront pas l'impression de pouvoir vivre, socialiser, travailler et voyager en toute confiance", a-t-il ajouté.

Alors que les vaccins ne sont pas encore commercialisés, le président de la Banque mondiale, David Malpass, souligne, dans un entretien au quotidien français Le Figaro, la nécessité d'anticiper "car le processus de distribution d'un vaccin est complexe".

"On ne peut se contenter de le livrer à l'aéroport. Nous voulons que les pays les plus pauvres y aient accès, et que dans ces pays, les personnes les plus vulnérables et le personnel médical soient vaccinés", a-t-il ajouté.

M. Malpass fait valoir l'expérience "solide" de l'institution de Washington en matière de programmes de vaccination, avec la polio, la rougeole ou encore en matière de gestion de crise comme celle d'Ebola.

Les 12 milliards de dollars, s'ils étaient approuvés, permettraient à ces pays d'avoir un accès rapide aux vaccins.

Le financement s'appuiera sur les programmes d'intervention d'urgence que la Banque a déjà approuvés et mis en oeuvre dans 111 pays, qui progressent rapidement, expliquent-ils à la Banque mondiale.

L'objectif est de déboursier la plus grande partie de ce soutien au cours des 12 à 18 prochains mois.

Face à la crise sanitaire et économique causée par la pandémie de Covid-19, la Banque mondiale a fourni un soutien financier record de 45 milliards de dollars entre avril et juin 2020.

OMS - VACCINS

100 millions de doses de vaccins supplémentaires réservées pour les pays en développement, selon l'Alliance pour les vaccins

Un total de 100 millions de doses supplémentaires de futurs vaccins contre le COVID-19 ont été réservées pour les pays en développement, a déclaré mardi dans un communiqué l'Alliance pour les vaccins (Gavi), qui collabore avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour combattre la pandémie.

"Il s'agit de la fabrication de vaccins pour le Sud, par le Sud", a indiqué Seth Berkley, directeur général de Gavi, cité dans un communiqué de l'ONU.

Selon l'ONU, la collaboration entre le "Serum Institute of India" (SII, le plus grand fabricant de vaccins au monde en volume), Gavi et la Fondation Bill & Melinda Gates permettra donc d'accélérer la fabrication et la livraison de ces 100 millions de doses supplémentaires de vaccins pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

Avec l'annonce déjà faite début août par ces mêmes organisations sur la livraison de 100 millions de doses, cela porte désormais le nombre total de doses de vaccins à couvrir par ce partenariat à un total de 200 millions de doses.

"Aucun pays, riche ou pauvre, ne doit être laissé en queue de peloton en ce qui concerne les vaccins contre le COVID-19", a ajouté M. Berkley. Les vaccins seront vendus à un prix maximal de 3 dollars par dose. L'OMS s'est fixée comme objectif de disposer de 2 milliards de doses de vaccins d'ici à la fin de 2021.

CONSTIPATION

LES 4 CAUSES LES PLUS FRÉQUENTES ET LEURS SOLUTIONS

Notre transit est sous haute influence ! Emotions, alimentation, rythme de vie peuvent jouer sur notre intestin et le rendre plus ou moins paresseux.

Constipation : vous avez un côlon naturellement paresseux

Pour qu'un transit soit régulier, il faut qu'il y ait une succession d'ondes contractiles qui permettent aux aliments digérés de progresser régulièrement vers le rectum, à la façon d'un boa qui digère sa proie. Si vous avez un côlon naturellement paresseux, et pour éviter de prendre régulièrement des laxatifs, vous devez :

- avoir une alimentation riche en fibres
- boire au moins 1,5 l d'eau par jour (et de préférence une eau riche en magnésium qui facilite le transit).

- pratiquer au moins 20 mn d'activité physique quotidienne (la marche en fait partie).

Alire aussi : Constipation chronique : 6 habitudes qui font du bien

Constipation : votre côlon est le reflet de vos émotions

Le tube digestif est étroitement connecté au cerveau par des fibres nerveuses et des neuromédiateurs. Les médecins considèrent d'ailleurs que l'intestin est notre "2^e cerveau" tant il est riche en neurones !

Si vous êtes particulièrement sujette au stress et soumise à une pression professionnelle, vous perturbez inconsciemment les mécanismes de régulation du transit. Ballonnements et inconfort intestinal deviennent votre lot

quotidien...

Dans ce cas, il vous faut avant tout :

- retrouver un rythme de vie régulier, en prenant 3 repas quotidiens avec des légumes et des fruits au menu
- boire tout au long de la journée

- éviter de tomber dans la spirale des anxietés qui ralentissent le transit

- traiter le stress par des exercices de relaxation

Constipation : vous ne buvez pas assez

Centrée et mobilisée par votre travail, vous ne ressentez pas le besoin de boire pendant la journée.

Or, le constat est simple : l'eau contribue au volume des selles et donc au transit... et ne pas boire assez ralentit le transit, même si vous avez par ailleurs une alimentation riche en fibres !

L'idéal est d'avoir une bouteille en permanence sur votre bureau et de penser à boire un verre d'eau après chaque passage aux toilettes.

La consommation idéale est d'1,5 l d'eau par jour pour compenser les pertes en eau de la journée. Notre corps perd en effet chaque jour des quantités importantes d'eau : les urines représentent de 1 à 1,5 litre de ces sorties, la respiration 0,5 litre, la perspiration 0,5 litre et la transpiration de 0,5 à 10 litres selon le degré et l'intensité d'effort fourni. Au total, la perte quotidienne est supérieure à 2,5 litres.



Alire aussi : Constipation ; 5 familles d'aliments qui ralentissent le transit

Constipation : vous êtes au régime

Le transit est d'autant plus régulier que le contenu du côlon est volumineux et favorise la propagation des ondes contractiles.

Comme on vous l'a dit plus haut, le volume des selles est assuré par la flore intestinale, l'eau et les fibres alimentaires. Et lorsque ces éléments sont insuffisants (ce qui peut être le cas si vous suivez un régime minceur), le transit s'en trouve ralenti.

Pour éviter d'avoir recours aux laxatifs :

- Buvez, au réveil, un grand verre d'eau froide : cela va déclencher le réflexe évacuateur.

- Ajouter un fruit (avec la peau) à votre petit-déjeuner

- Incorporez un peu de son d'avoine ou de son de blé dans vos potages ou encore dans vos flans de légumes (une cuillerée à soupe rase par jour suffit). Les fibres de son ne pouvant être assimilées par l'organisme humain, elles vont traverser le côlon accompagnées des aliments qu'elles ont gélifiés et terminer leur chemin dans les selles.

UN SYMPTÔME QUI PEUT GÂCHER LA VIE

La constipation n'est pas une maladie, c'est un symptôme. Elle concerne tous ceux qui sont insatisfaits lorsqu'ils vont à la selle, soit parce qu'ils ont des envies peu fréquentes, soit parce que les selles sont difficiles à évacuer. Une gêne sans gravité mais parfois bien gênante. Toutes les solutions pointent vers le même endroit : s'en sortir.

Chez certains, la constipation apparaît de temps en temps au cours d'un voyage, d'un changement des habitudes de vie ou

du régime alimentaire, puis disparaît d'elle-même après quelques jours. Mais chez d'autres, la constipation ne se fait pas oublier ; elle se manifeste régulièrement et même parfois de façon chronique. Lorsque l'adaptation de l'hygiène de vie n'a pas d'effet, lorsque les traitements classiques sont inefficaces, elle finit vraiment par perturber la qualité de vie.

Les médecins font la différence entre :

la constipation de transitité à une faible motricité du côlon et à des selles dures et sèches

la constipation terminale liée à une difficulté d'expulsion

la constipation fonctionnelle quand aucune cause n'est trouvée.

Heureusement, des traitements existent et soulagent la plupart du temps. Pour ceux qui n'en sont pas satisfaits, il y a du nouveau du côté des médicaments,

des approches non médicamenteuses et alternatives et enfin de la chirurgie. Il faut donc gravir chacune des étapes du traitement, une par une, pour trouver celle qui soulage efficacement... Les constipations chroniques et intenses peuvent entraîner une incontinence fécale ou même urinaire après des années d'efforts de poussées. Il faut donc consulter si une bonne hygiène de vie et des laxatifs bien suivis semblent inefficaces.

MISEZ SUR LES BOISSONS CHAUDES

Thé, café, infusion... Selon un gastroentérologue américain, rien ne vaut les boissons chaudes pour surmonter un épisode de constipation.

Si, comme en moyenne 1 adulte sur 7, vous souffrez régulièrement de constipation, voilà une nouvelle qui pourrait bien vous changer la vie : selon le Dr Felice Schnoll-Sussman, gastroentérologue au

Weill Medical College of Cornell University (États-Unis), il suffirait de forcer un peu sur les boissons chaudes pour voir disparaître les douleurs, comme par magie.

Thé, café, infusions, décoctions, ou même simple tasse d'eau chaude... Toutes les boissons se valent, du moment qu'elles sont à haute température. D'après le spé-

cialiste, la chaleur aurait en effet la propriété de dilater les vaisseaux sanguins, donc d'augmenter la pression artérielle et, ainsi, de favoriser le transit intestinal.

« Lorsque vous connaissez un épisode de constipation, essayez-vous, et buvez plusieurs tasses de liquide chaud, ajoute l'expert. La situation devrait alors rapidement se débloquer. » Ses conseils sont

d'ailleurs confirmés par une étude publiée dans la revue scientifique Gut, le journal officiel de la British Society of Gastroenterology.

Pour encore plus d'efficacité, vous pouvez ajouter quelques plantes aux propriétés laxatives dans votre boisson : découvrez ainsi 4 recettes d'infusions qui réveilleront vos intestins paresseux.

Stress : comment le cerveau agit sur l'intestin

On dit souvent que le ventre est notre deuxième cerveau. Mais le cerveau (le vrai) influence-t-il notre ventre, et en particulier les intestins quand on est stressé ? Des chercheurs de l'Inra se sont penchés sur la question.

Quand vous êtes stressés, vos intestins travaillent et deviennent douloureux ? Ce mal de ventre lié au stress serait en fait influencé par le cerveau, ont découvert des chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) à Toulouse. Pour le savoir, ils ont exposé un rat à une situation de stress. L'animal a été placé dans une baignoire d'eau sans sortie possible. Une situation de danger qui s'est traduite chez l'animal, contraint de nager, par une montée de stress.

Les chercheurs ont ensuite vérifié les conséquences de cette réaction physiologique à l'intérieur de l'intestin. L'expérience atteste que l'intestin réagit de façon particulière sous l'effet du stress. Les cellules épithéliales qui tapissent l'intérieur des intestins se trouvent en effet plus espacées que la normale, laissant passer les molécules. "Ces molécules vont activer les neurones qui envoient le message de douleur au cerveau", explique allococteur.

L'INTESTIN EMMAIGAMINE LE STRESS
Une autre expérience a permis de confirmer l'hypothèse des chercheurs. Le gonflement d'un mini ballon dans le côlon d'un rat a poussé l'animal à contracter son abdomen, ce qui démontre une fois plus qu'en situation de stress et de douleur, le cerveau communique avec l'intestin.

Il se pourrait même que le stress vécu dans l'enfance laisse des traces dans l'intestin. Des bébé-rats séparés de leur mère ont présenté une anatomie intestinale différente toute semaines plus tard.

LES ALIMENTS À ÉVITER SI ON NE VEUT PAS ÊTRE CONSTIPÉ

La constipation occasionnelle est le plus souvent due à une alimentation pauvre en fibres et un manque d'hydratation. Mais il y a aussi des aliments qui ralentissent le transit et favorisent la constipation. Sachez les éviter si vous êtes sujets à la constipation.

La constipation occasionnelle touche une personne sur trois, majoritairement les femmes. Il suffit souvent d'ajouter des légumes verts riches en fibres, des fruits frais et de boire suffisamment et régulièrement tout au long de la journée pour que ce problème de transit passager disparaisse. Mais parfois, certains choix nutritionnels empêchent l'intestin de se remettre au travail. Pour retrouver un transit régulier, voici quelles sont les familles d'aliments à éviter absolument.

LES PRODUITS LAITIERS

L'immunoglobuline G (IgG) est une des protéines que l'on trouve dans le lait, le fromage et autres produits laitiers que l'on soupçonne de provoquer des problèmes gastro-intestinaux chez les personnes souffrant du syndrome de l'intestin irritable. Il provoquerait aussi de la constipation chez les personnes qui ont un régime riche en produits laitiers. Si vous ne pouvez passer une journée sans lait, il est préférable de consommer du lait fermenté qui renferme une grande quantité de bactéries lactiques vivantes (les probiotiques) qui équilibrent le microbiote intestinal.

LES PÂTISSERIES

Que ce soient les gâteaux de votre boulanger ou les cookies industriels, toutes ces douceurs ont en commun d'être riches en matières grasses, pauvres en fibres et très pauvres en eau. Bref, elles ont tout pour constiper. Si vous ne pouvez terminer votre repas sans une petite douceur, choisissez des desserts riches en fibres : un bol de framboises, une poire cuite au four ou encore une barre aux flocons d'avoine et aux fruits secs.

LE FAST FOOD

On sait tous que le menu du fast food est riche en graisses pauvres en fibres. Ce que l'on sait moins c'est qu'après un tel menu, notre intestin met beaucoup plus de temps à effectuer son travail d'évacuation. Tout simplement parce que le sel des aliments capte l'eau de l'intestin, qui en a besoin pour éliminer les déchets. Donc, pour accompagner



votre menu au fast food, oubliez les sodas et buvez au moins 1,5 litre d'eau dans la journée.

LE RÉGIME PALÉO

Vous avez choisi ce régime riche en viandes, en légumes et en graines en pensant faire disparaître vos problèmes de digestion et voilà que vous êtes à nouveau constipé ? Rien de plus normal ! "Ce régime supprime toutes les céréales sources de fibres mais aussi, il bannit toute forme de glucides. Or les glucides fermentescibles servent de nourriture pour les probiotiques, dont notre intestin a besoin pour bien fonctionner" explique la diététicienne Leslie Bonci.

LES BANANES

Si les légumes et les fruits sont conseillés en cas de constipation, les bananes sont les seuls fruits qui font exception.

Lorsqu'elles viennent d'être cueillies et qu'elles sont à peine mûres, le sucre qu'elles contiennent se trouve à l'état d'amidon, ce qui peut à la fois causer ou aggraver une constipation.

Si vous aimez trop les bananes (par ailleurs excellente source de potassium) pour aller en passer, laissez les mûrir hors du frigo et consommez-les quand elles sont bien mûres et que l'amidon s'est transformé en sucre.

LES REMÈDES EN PHYTOTHÉRAPIE

Certaines plantes ont des propriétés laxatives naturelles. Elles peuvent donc faciliter le transit intestinal. Elles apaisent également les douleurs qui peuvent accompagner la constipation. Elles se trouvent en (para)pharmacie, dans les magasins bio et herboristeries. Les plantes laxatives douces ont un effet sur tous les types de constipation, tandis que les stimulantes agissent sur la constipation occasionnelle.

Les plantes douces pour traiter la constipation

Le psyllium ou ispaghul
En flocons ou en poudre, c'est une fibre naturelle soluble (un muilage).

- Préparation maison : laissez tremper pendant quelques minutes 10g de psyllium dans 10cl d'eau tiède. Boire sans tarder avant que le mélange n'épaississe. Boire ensuite un grand verre d'eau. Re-

nouveler à 3 fois par jour si nécessaire.

L'effet optimal se produit parfois au bout de 2 à 3 jours de traitement.

- Préparation pharmacutique : Parapsyllium® associe graines de psyllium et huile de paraffine, à sacher dans un peu d'eau au coucher.

Le boldo

Riche en alcaloïdes et en flavones, il facilite le transit par son action hépato-stimulante. Il augmente (comme l'artichaut, le pissenlit, le romarin...) la quantité de bile émise ce qui facilite la digestion.

- On le trouve dans les magasins bio en dragées, comprimés, jus et gouttes. Vous pouvez aussi préparer votre propre tisane.

Versez 150ml d'eau bouillante sur 1 c. à café de feuilles finement hachées, laissez infuser 10 mi-

nutes et buvez 2 ou 3 tasses par jour. Le traitement ne doit pas dépasser 4 semaines.

Contre-indiqué chez la femme enceinte et allaitante.

Les graines de lin

Riches en fibres et en pectine, elles sont efficaces pour traiter la constipation chronique.

Ajoutez 1 c. à soupe de graines entières, broyées grossièrement, à un verre d'eau (150ml minimum), et buvez le tout. Vous pouvez aussi les mélanger à de la compote de pomme, du lait, du muesli, du gruau, etc. En prendre 2 à 3 fois par jour.

Le pissenlit

- En infusion, il exerce une légère action laxative et peut aider à retrouver un transit régulier.

Faites infuser 1 c. à café de racines séchées dans une tasse d'eau bouillante et buvez 1 tasse 3 fois par jour.

-Le pissenlit existe aussi en Sipf (forme très concentrée car contient l'intégralité de la plante) : une demi-cuillère à café 2 fois par jour.

La mauve

Idéale en tisane après les repas. Laissez infuser 1 c. à café de feuilles pour 1 tasse d'eau. Buvez jusqu'à 3 tasses par jour.

Le framboisier, le serpolet, le souci et le chardon-Marie
Cette tisane n'est pas irritante, contrairement à celles qui contiennent de la bourdaine ou du séné.

Mélangez 10g de feuilles de framboisier, 10g d'écorce de serpolet, 30g de souci, 30g de chardon-Marie.

Faites infuser 30g de cette mixture 10 minutes dans un demi-litre d'eau.

Filtrez, laissez reposer et buvez 1 bol après dîner, sucré au miel.

GUINÉE Heurts à Conakry lors d'une manifestation

Des heurts sporadiques ont mis aux prises manifestants et forces de l'ordre guinéennes dans plusieurs quartiers de Conakry mardi, lors d'une journée de mobilisation contre un troisième mandat du président Alpha Condé, ont rapporté des médias.

Les autorités avaient interdit cette journée de mobilisation qui devait marquer, moins de trois semaines avant la présidentielle du 18 octobre, l'entrée dans une nouvelle phase de la contestation menée depuis un an contre un troisième mandat de M. Condé.

Le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), qui mène cette contestation, a annoncé qu'un de ses dirigeants, Oumar Sylla, avait été interpellé et conduit dans un commissariat, une arrestation confirmée par le gouvernement.

Une douzaine de jeunes ont été arrêtés et embarqués dans deux pick-ups des forces de sécurité, selon l'agence AFP. A Bailobaya, en périphérie de la capitale, des jeunes ont érigé des barricades, renversé des poubelles, brûlé des pneus et déversé de l'huile de moteur sur l'axe principal reliant la banlieue et le centre-ville.

Des scènes similaires se sont produites dans les banlieues de Matoto et Hamdallaye, où les forces de l'ordre tentaient de lever les barricades et poursuivaient les jeunes dans les ruelles tortueuses et parfois boueuses. Elles ont utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants qui leur lançaient des pierres.

Le FNDC a fait état d'autres rassemblements, notamment dans l'Ouest du pays. Ce collectif a fait descendre des milliers de Guinéens dans la rue depuis octobre 2019 pour faire barrage à M. Condé. La contestation a donné lieu à des heurts et a été plusieurs fois sévèrement réprimée. Des dizaines de civils ont été tués.

Les autorités ont interdit la marche prévue en affirmant vouloir, en cette période électorale, réserver l'espace public aux partis. Le FNDC a dénoncé un acte "illégal".

SOUDAN DU SUD De nouveaux pourparlers avec les groupes d'opposition après une série d'affrontements

Le Soudan du Sud a confirmé mardi qu'il organiserait de nouveaux pourparlers début octobre à Rome avec plusieurs groupes d'opposition, dont le Front de salut national (NAS), qui a récemment perpétré une série d'attaques contre des soldats du gouvernement.

Barnaba Marial Benjamin, négociateur en chef du gouvernement dans les pourparlers de paix parrainés par la communauté catholique italienne Sant'Egidio, a révélé qu'il espérait convaincre le NAS, un groupe dirigé par le général renégat Thomas Cirilo, et divers autres groupes rebelles d'appliquer la Déclaration de Rome signée en janvier 2020.

"Nous allons discuter des causes profondes du conflit au cours de la première semaine d'octobre. Il est important que toutes les parties qui ont quitté le processus de paix sachent que le gouvernement est prêt à les rencontrer pour parler de la paix", a déclaré M. Benjamin.

Ces propos font notamment référence au NAS. David Shearer, chef de la Mission des Nations unies au Soudan du Sud (MINUSS), a exhorté les parties en présence à profiter des pourparlers pour démontrer leur volonté de parvenir à un règlement pacifique et global du conflit.

"Je suis heureux de voir les pourparlers entre le gouvernement et les groupes récalcitrants reprendre à Rome la semaine prochaine dans le cadre du processus parrainé par Sant'Egidio. Nous exhortons toutes les parties concernées à participer à cette réunion avec une vraie volonté de parvenir à une paix durable", a affirmé M. Shearer. Début 2020, le gouvernement sud-soudanais a signé la Déclaration de Rome avec l'Alliance des mouvements d'opposition du Soudan du Sud (SSOMA), une coalition de groupes d'opposition qui n'avait pas signé le précédent accord de paix de 2018.

SAHARA OCCIDENTAL El Guergarat : le site de l'ONU ne fait aucune référence aux propos rapportés par la MAP

Le site officiel des Nations Unies n'a fait aucune référence aux propos attribués faussement par l'agence marocaine MAP au chef de l'ONU Antonio Guterres, selon lesquels, il aurait enjoint le Front Polisario de ne pas obstruer la circulation civile et commerciale régulière dans la zone tampon d'El Guergarat, située à extrême sud-ouest du Sahara Occidental.

Jusqu'à présent, aucune déclaration n'a été publiée sur le site officiel de l'organisation onusienne au sujet de la situation à El Guergarat, a-t-on confirmé. Selon certaines sources, le porte-parole adjoint du SG de l'ONU, Farhan Haq, avait répondu à une question écrite d'un journaliste sur El Guergarat. Dans sa réponse Farhan Haq a appelé " tous les acteurs à faire preuve d'un maximum de retenue afin de désamorcer toute tension ". L'agence MAP a récemment attribué au chef de l'ONU une déclaration faite à la presse par son porte-parole adjoint dans laquelle elle a prétendu à tort que "le secrétaire général avait lancé un appel au Front Polisario en vue de mettre fin à l'obstruction de la circulation civile et commerciale dans la zone d'El Guergarat".



Mardi, le ministère de l'Information sahraoui a affirmé qu'après demande de clarifications auprès du Bureau du porte-parole du SG de l'ONU, l'Organisation onusienne a formellement démenti les propos rapportés par la MAP.

Se basant sur des clarifications officielles obtenues

par le Front Polisario auprès des Nations Unies, le ministère de l'Information a indiqué, dans un communiqué, que "le Bureau du porte-parole du secrétaire général de l'ONU n'a publié aucune déclaration officielle au nom du secrétaire général à ce sujet contrairement à ce qui a été rapporté par l'agence de

presse marocaine (MAP)".

A cet effet, le ministère sahraoui a fermement dénoncé "cette nouvelle tentative des médias de l'Etat d'occupation marocain de répandre des mensonges sur le Front Polisario et la lutte nationale légitime du peuple sahraoui, en allant jusqu'à attribuer de fausses déclarations au secrétaire général de l'ONU et répandre des allégations mensongères et des accusations sans fondement".

En outre, le ministère sahraoui a souligné que "les clarifications officielles des Nations Unies portent un autre coup au régime d'occupation marocain, alors que ses médias intensifient leur campagne de propagande en utilisant toutes les méthodes trompeuses, y compris la désinformation, la déformation des faits et la falsification".

CÔTE D'IVOIRE Près de 7,5 millions d'électeurs pour la présidentielle d'octobre

La Commission électorale indépendante (CEI) de Côte d'Ivoire a dévoilé, mardi, à Abidjan une liste électorale définitive comportant 7.495.082 électeurs pour la présidentielle prévue le 31 octobre dans le pays.

Selon les détails fournis par le porte-parole de la CEI, Emile Ebrottié, la liste qui servira pour la tenue du scrutin présidentiel compte "7.495.082 électeurs dont 7.397.413 en Côte d'Ivoire et 97.669 à l'étranger".

Du 10 juin au 5 juillet, la CEI a procédé au recensement des électeurs en Côte d'Ivoire et à l'étranger, respectivement dans 10.848 centres et 84 centres. Le 29

juillet, la CEI avait publié une liste provisoire de 7.503.095 électeurs avec 907.305 nouveaux inscrits. La liste électorale définitive a été arrêtée à l'issue d'une période de contentieux qui avait enregistré au total 13.307 réclamations. "Le nombre d'électeurs inscrits sur la liste électorale définitive connaît un bond substantiel avec une hausse de 13,6%", a commenté Emile Ebrottié.

"Ce bond a conduit la CEI à réajuster la cartographie électorale à savoir le nombre de lieux et de bureaux de vote en Côte d'Ivoire et à l'étranger", a-t-il ajouté. Le répertoire compte désormais 10.815 lieux de vote

dont 10.759 en Côte d'Ivoire et 56 à l'étranger, 22.381 bureaux sur le territoire national et 246 à l'étranger.

"La CEI se dirige inéluctablement vers la date du 31 octobre, date constitutionnelle de tenue de l'élection du président de la République, dans le strict respect des différents maillons de son chronogramme prévisionnel", a conclu son porte-parole Emile Ebrottié. Pour le scrutin, le Conseil constitutionnel a validé les dossiers du président sortant Alassane Ouattara, du candidat du PDCI (opposition), Henri Konan Bédié, de Pascal Affi N'guessan (FPI, opposition) et de Bertin Kouadio Konan (indépendant).

SOUDAN 300.000 armes à feu illégales détruites dans le cadre du projet national de collecte d'armes

Le gouvernement soudanais a procédé mardi à la destruction de 300.000 armes à feu non autorisées confisquées dans le cadre du projet national de collecte d'armes à feu. Lors d'une cérémonie tenue dans la région de Hajar al-Asal, dans le nord du Soudan, Ibrahim Jabir Ibrahim, membre du Conseil souverain, a annoncé que la destruction de ces armes détenues sans autorisation mettait fin aux trois premières phases du projet de collecte d'armes. Il a également déclaré le début de la 4^e phase, lors de laquelle le gouvernement procédera à la collecte forcée des armes et mettra en oeuvre des mesures strictes pour empêcher la possession d'armes, qui sera limitée aux seules forces armées régulières. Dans le même temps, M. Ibrahim a exhorté la communauté internationale à aider le Soudan à mettre en oeuvre la quatrième étape en lui fournissant un soutien technique et des dispositifs modernes. Le Soudan est un grand pays entouré de nombreux Etats voisins avec qui la coordination est nécessaire dans cette campagne de désarmement, a-t-il indiqué.

En avril de cette année, le Soudan a créé un comité supérieur chargé de la collecte des armes et des véhicules non autorisés dans le cadre d'un projet visant à collecter les armes à feu illégales auprès des civils et à contrôler la contrebande de véhicules dans le pays.

TANZANIE Au moins 11 blessés et 17 maisons détruites par de fortes pluies



Au moins 11 personnes ont été blessées et 17 maisons détruites par de fortes pluies accompagnées de vents violents dans la région de Rukwa, dans l'ouest de la Tanzanie, a annoncé, mardi, un responsable local. "La pluie qui a commencé à tomber dans le district lundi après-midi a détruit des maisons, laissant les personnes blessées sans abri. Le vent accompagné de pluie a également arraché les toits de certaines maisons dans

différentes parties du district de Nkasi", a déclaré M. Said Mtanda, commissaire du district situé dans la région de Rukwa, lors d'une conférence de presse. Au moins 100 personnes se sont retrouvées sans abri la semaine dernière après que des vents violents accompagnés de pluies torrentielles ont soufflé les toits de dix maisons et d'une école dans le district de Tarime, dans le nord-ouest de la Tanzanie.

PROCHE ORIENT

Les pays de l'UE membres du Conseil de sécurité appellent à la reprise des pourparlers israélo-palestiniens

Les pays de l'UE qui siègent actuellement au Conseil de sécurité - la Belgique, l'Estonie, la France, l'Allemagne - ainsi que l'Irlande et la Norvège, qui s'apprentent à prendre place au Conseil, ont appelé mardi à une reprise des pourparlers israélo-palestiniens.

"Nous restons convaincus qu'une paix, une sécurité et une stabilité durables au Moyen-Orient ne peuvent être atteintes sans une solution juste, durable et globale au conflit israélo-palestinien, qui soit à la fois conforme au droit international et aux résolutions de l'ONU", ont déclaré ces pays dans un communiqué conjoint. L'engagement d'Israël à suspendre les projets d'annexion unilatérale de certaines zones des territoires palestiniens occupés est une étape positive à cet égard, et devrait devenir permanent, selon le communiqué. Les pays de l'UE ont réaffirmé leur soutien à une solution à deux Etats viable et négociée, fondée sur des paramètres acceptés au niveau international et conformes au droit international. A cette fin, il est essentiel que des négociations



significatives reprennent entre Israéliens et Palestiniens sur toutes les questions relatives au statut final de leurs futures relations, indique le communiqué. "Nous restons prêts à soutenir les Israéliens et les Palestiniens à cet égard, et nous appelons les deux parties à s'abstenir de toute action unilatérale qui serait contraire au droit international, exacerberait les tensions ou minerait davantage

encore la confiance entre les deux parties. Nous soutenons tous les efforts visant à permettre la reprise de négociations crédibles, dont la récente réunion qui s'est tenue à Amman le 24 septembre, ainsi que les efforts du Quatuor du Moyen-Orient", a-t-il ajouté.

Les pays de l'UE ont réaffirmé leur profonde préoccupation quant aux activités de colonisation d'Israël, dont les transferts de population for-

cés, les expulsions, les démolitions et les confiscations de logements dans les territoires palestiniens occupés. Ces pratiques sont illégales au regard du droit international, et constituent un obstacle à la paix et à une solution négociée à deux Etats, déclare le communiqué, qui a été lu à la presse par l'ambassadrice adjointe de Belgique aux Nations unies, Karen Van Vlierbergh, avant une réunion du Conseil de sécurité sur le Moyen-Orient.

Les pays de l'UE ont déclaré qu'ils ne reconnaîtraient aucune modification des frontières de 1967, sauf accord à ce sujet entre les Israéliens et les Palestiniens. Une solution à deux Etats avec Al-Qods comme capitale commune des deux Etats est le seul moyen d'assurer une paix et une stabilité durables dans la région, ont-ils indiqué.

KOWEÏT

Le Koweït a intronisé son nouvel émir, cheikh Nawaf al-Ahmad

Le Koweït a intronisé mercredi son nouvel émir, cheikh Nawaf al-Ahmad Al-Sabah, qui succède à son demi-frère, cheikh Sabah, décédé aux Etats-Unis à l'âge de 91 ans. Le nouvel émir, âgé de 83 ans, a prêté serment à l'Assemblée nationale, alors que le pays se prépare à recevoir le corps de cheikh Sabah al-Ahmad Al-Sabah. Le Koweït a entamé une période de deuil national de 40 jours. "La précieuse confiance que le peuple du Koweït nous a accordée sera préservée comme la prunelle de nos yeux", a déclaré le nouvel émir après avoir prêté serment, visiblement ému.

Le corps du cheikh Sabah, un grand médiateur considéré comme l'architecte de la politique étrangère du Koweït moderne, devrait arriver dans le pays tard mercredi. Il s'est éteint la veille dans le Minnesota (nord des Etats-Unis)

où il suivait un traitement à l'hôpital depuis juillet. Selon le palais royal, les funérailles seront "limitées aux proches de l'émir", une mesure probablement destinée à éviter de grandes foules en pleine pandémie de coronavirus.

Cheikh Sabah fut un vieux routier de la politique et un doyen de la diplomatie dans un Golfe tourmenté par plus de cinq décennies de crises et de conflits ayant impliqué son pays. Cheikh Nawaf, qui a occupé de hautes fonctions depuis des décennies dans ce pays membre de l'Opep, prend la relève alors que le Koweït est confronté aux répercussions de la crise du coronavirus, qui a déclenché une forte baisse des prix du pétrole et de graves conséquences économiques pour les Etats du Golfe. Né en 1937, cheikh Nawaf est le cinquième fils du cheikh Ahmed Al-Jaber Al-Sabah, qui a

dirigé le Koweït de 1921 jusqu'à sa mort en 1950. Désigné prince héritier en 2006, il avait auparavant servi comme ministre de la Défense en 1990 au moment de l'invasion de l'émirat par les forces irakiennes de Saddam Hussein. La guerre du Golfe s'est terminée en 1991 par l'intervention des Etats-Unis à la tête d'une coalition militaire internationale.

Après la libération du Koweït, cheikh Nawaf a été nommé ministre des Affaires sociales et du Travail, avant de prendre la présidence de la Garde nationale en 1994. Il est revenu au gouvernement comme ministre de l'Intérieur en 2003. Le nouvel émir est populaire au sein de la famille régnante des al-Sabah et il aurait été un choix consensuel. Il jouit également d'une réputation de modestie parmi les siens.

ETATS UNIS

Présidentielle américaine : premier débat à Cleveland entre Trump et Biden

Le président américain Donald Trump et l'ancien vice-président démocrate Joe Biden ont entamé mardi à Cleveland, dans l'Ohio, leur premier débat à 35 jours d'une élection présidentielle américaine sous très haute tension.

Conformément au protocole mis en place en raison du Covid-19, les deux septuagénaires ne se sont pas serrés la main en arrivant sur scène et sont allés s'installer debout, chacun derrière un pupitre. D'entrée de jeu, le président sortant, qui brigue un second mandat sous les couleurs républicaines, a défendu sa décision controversée de nommer un juge conservatrice à la Cour suprême à quelques semaines du scrutin.

"Nous avons gagné l'élection" de 2016 "et nous avons le droit de le faire", a-t-il dit d'un ton grave, arborant une cravate sombre rayée de rouge. "Nous devrions attendre de voir le résultat de cette élection", lui a répondu le candidat démocrate, cravate à fines rayures noires et blanches.

Les deux hommes faisaient face à un public restreint, avec leurs épouses, Melania Trump et Jill Biden, toutes deux masquées. Mais des dizaines de millions d'Américains devaient suivre le duel derrière leurs écrans. Signe des enjeux de ce rendez-vous qui lance la campagne dans sa dernière ligne droite, l'équipe de campagne de l'ex-homme d'affaires républicain a envoyé par erreur à ses sympathisants, avant même les premiers échanges, un e-mail dans lequel Donald Trump clame victoire lors d'un débat qualifié d'"historique". Toute la journée, le climat a été tendu. Chez Donald Trump, 74 ans, on a ainsi sous-entendu que Joe Biden, 77 ans, dont le milliardaire républicain met régulièrement en cause la santé mentale et physique, pourrait avoir recours durant la soirée à une oreillette.

Faux, a répondu le camp démocrate - comme il avait déjà balayé la demande du président qui avait réclamé un test antidopage en soupçonnant le démocrate d'avoir recours à des stimulants. Juste avant le débat, Joe Biden a toutefois

semblé vouloir faire retomber la tension avec un tweet humoristique illustré par une photo avec des écouteurs d'iPhone et un pot de crème glacée. "C'est la soirée du débat alors j'ai préparé mon oreillette et mes produits dopants", a-t-il écrit. Son équipe a elle assuré que le camp présidentiel avait demandé au modérateur du débat Chris Wallace de ne pas mentionner le nombre de morts du Covid-19 (plus de 205.000 aux Etats-Unis). "Mensonge", a-t-il rétorqué côté républicain. L'ancien vice-président démocrate a aussi rendu publiques mardi ses feuilles d'impôts pour l'année 2019, un coup directement adressé au locataire de la Maison Blanche, affaibli par des révélations explosives sur sa situation fiscale et son endettement. Les deux autres débats présidentiels sont prévus les 15 et 22 octobre, respectivement à Miami, en Floride, et à Nashville, dans le Tennessee. Le vice-président républicain Mike Pence affrontera la colistière de Joe Biden, la sénatrice et ex-procureure Kamala Harris, le 7 octobre à Salt Lake City, dans l'Utah. (APS) 56277/510

LIBAN-FRANCE

Le chef du Hezbollah dit soutenir l'initiative française mais exige une révision du ton et des modalités

Le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a affirmé mardi soutenir l'initiative française en faveur de la formation d'un gouvernement réformateur au Liban dans les plus brefs délais afin de débloquer des aides internationales cruciales, exigeant toutefois une "révision" du ton et du mode opératoire.

"Nous saluons toujours l'initiative française et sommes prêts au dialogue et à la coopération (...) avec les Français et avec tous les amis du Liban (...) mais la manière dont les choses ont été faites le mois écoulé, l'intimidation ayant eu lieu (...) ne doivent pas se poursuivre sinon nous ne parviendrons pas à un résultat", a déclaré Hassan Nasrallah lors d'un discours télévisé.

"Nous espérons que cette initiative réussira. J'appelle à reconsidérer la méthode, le travail et le langage" utilisé, a-t-il ajouté. Le président français Emmanuel Macron avait fustigé dimanche la "trahison collective" de la classe politique libanaise, au lendemain du renoncement par le Premier ministre Moustapha Adib de former un gouvernement de "mission", exigé par Paris, sur fond de querelles politiques.

"Nous n'acceptons pas que vous nous accusiez de trahison (...) Nous rejetons et condamnons catégoriquement ce comportement condescendant à notre égard et à l'égard de toutes les forces politiques au Liban", a répliqué mardi soir Hassan Nasrallah.

"Nous n'acceptons pas ce langage (...) le plus important est le respect", a-t-il ajouté. "Nous avons salué le président Macron lors de sa visite au Liban, mais pas sur la base qu'il soit le procureur, l'enquêteur, le juge (...) le dirigeant et le gouverneur du Liban", a poursuivi le chef du Hezbollah. Les partis politiques libanais, y compris le Hezbollah, s'étaient engagés auprès de M. Macron, venu à Beyrouth début septembre, à former un cabinet de ministres "compétents" et "indépendants" du landerneau politique dans un délai de deux semaines, condition pour le déblocage d'une aide internationale indispensable au redressement du pays en crise. Mais samedi, M. Adib, désigné le 31 août, a jeté l'éponge, mettant en avant l'érosion de ce consensus.

EMIRATS ARABES-ONU

Les Emirats candidats à un siège au Conseil de sécurité de l'ONU

Les Emirats arabes unis ont annoncé leur candidature à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies pour la période 2022-2023, ont indiqué les médias d'Etat. En juin 2021, l'Assemblée générale des Nations unies élira cinq Etats membres pour siéger au Conseil de sécurité, qui comprend au total dix membres non permanents dont les mandats se chevauchent sur deux ans.

"Mon pays suivra les mêmes étapes et principes sur lesquels il a été fondé pour maintenir la paix et la sécurité dans le monde en coopération avec les membres du Conseil", a déclaré à New York le ministre émirati des Affaires étrangères, cheikh Abdallah ben Zayed Al Nahyane. "Nous confirmons que les Emirats oeuvreront à la résolution des problèmes importants auxquels les Etats sont confrontés avec détermination et résolution", a-t-il déclaré, selon l'agence de presse officielle émiratie WAM mardi.

Les Emirats ont siégé pour la dernière fois au Conseil de sécurité en 1986-1987. Cinq pays -- Grande-Bretagne, Chine, France, Russie et Etats-Unis -- sont membres permanents, ce qui leur donne un droit de veto aux projets de résolution.

LAGHOUAT

Un bouquet d'activités culturelles et artistiques en ouverture de la saison culturelle (2020-2021)

L'ouverture de la nouvelle saison culturelle (2020-2021) a donné lieu dans la wilaya de Laghouat à un bouquet d'activités culturelles et artistiques.

Des expositions d'arts plastiques, d'habits et d'artisanat traditionnels, de valorisation de sites et ressources touristiques, ainsi que l'interprétation de chants populaires dans le genre berbère, ont notamment marqué la cérémonie d'ouverture, mardi dans la soirée à la Maison de la Culture "Abdallah Benkeriou".

Le lancement de la nouvelle saison culturelle intervient après une longue période de



"silence" imposée par les mesures de prévention sanitaire contre la propagation de la pandémie du Covid-19, ont affirmé les organisateurs.

Diverses activités sont programmées pour cette saison culturelle, dont des représentations artistiques et culturelles dans les zones d'ombre de la wilaya, a affirmé le directeur de cabinet de la wilaya, Sid-Ali Merad, en présidant la cérémonie de lancement de la saison.

AUSTRALIE - USA - MUSIQUE - DÉCÈS Décès à Los Angeles de la chanteuse australienne Helen Reddy

La chanteuse australienne Helen Reddy, célèbre pour son hymne féministe "I Am Woman", est morte à Los Angeles à l'âge de 78 ans, ont annoncé ses enfants dans un communiqué publié mercredi sur la page Facebook destinée à ses fans. Originaire de Melbourne, elle avait accédé à une notoriété internationale en 1971 avec son tube "I Am Woman", devenu un cri de ralliement pour le mouvement de libération des femmes. Née le 25

octobre 1941, Helen Reddy a été mariée trois fois et a eu deux enfants.

"Elle a été une mère et une grand-mère formidable ainsi qu'une femme vraiment formidable", ont-ils souligné. La chanteuse, qui vivait à Los Angeles, avait été diagnostiquée comme souffrant de démence en 2015.

Issue d'une famille travaillant dans le show-business, elle avait commencé à se produire dès son

plus jeune âge en Australie. La chanteuse avait ensuite déménagé aux Etats-Unis où dans les années 70, elle a enregistré une série de tubes parmi lesquels "Angie Baby" et "Delta Dawn", qui ont figuré trois fois en tête du classement Billboard.

En recevant un Grammy Award en 1973, elle s'était rendue célèbre en remerciant Dieu "car elle rend tout possible" en féminisant sciemment le nom Dieu.

CONTE - RENCONTRE

Nécessité d'accompagner le renouveau des arts de l'oralité

La nécessité d'accompagner un "renouveau et une plus grande diffusion du conte et des arts de l'oralité" par la facilitation d'accès aux salles et structures du secteur de la culture a été au cœur d'une rencontre du réseau de conteurs professionnels algériens organisée mardi à Alger.

Lors de cette rencontre tenue à la bibliothèque nationale dans le cadre de la manifestation "La rentrée culturelle", les participants ont plaidé pour une facilitation de "l'accès aux salles de spectacle" et

pour la création d'un espace dédié aux contes dans les maisons de la culture et les bibliothèques de lecture publique.

Les volets de la formation et de l'édition ont aussi été abordés afin d'organiser des résidences d'écriture et de création et d'éditer des recueils de contes au même titre que d'autres publications.

Ces professionnels du spectacle demandent également l'organisation de festivals dédiés au conte et de tournées nationales

qui "ne nécessitent pas la mobilisation de grands moyens financiers" et de pouvoir se produire dans toutes les structures de la culture.

Afin de faire évoluer le conte contemporain et aider à la création, les participants invitent "l'éducation nationale à s'impliquer pour une plus grande diffusion dans les établissements" et souhaite profiter de l'apport et de l'expertise d'anthropologue et ethnologues.

Inaugurée samedi, la manifestation "La rentrée culturelle" propose égale-

ment une exposition collective de peinture à la galerie Baya du palais de la culture Moufidi-Zakaria et une exposition de photographie à la villa Dar Abdeltif et prévoit encore un rencontre avec de jeunes écrivains et une journée dédiée à l'oeuvre de l'écrivain Mohamed Dib à la bibliothèque nationale.

Avec la contribution des directions de la Culture et des maisons de culture, une rentrée culturelle locale dans chaque wilaya est également organisée.

ORAN

Concours de la meilleure figure féminine au théâtre et au cinéma

Un concours de la meilleure figure féminine au théâtre et au cinéma sera prochainement lancé par le syndicat des artistes de théâtre et de cinéma d'Oran, a-t-on appris auprès de l'organisation culturelle. Le concours sera organisé le 23 octobre prochain.

La meilleure figure féminine sera retenue pour interpréter des rôles au théâtre et au cinéma la saison prochaine, a indiqué à l'APS le président du syndicat.

Pour y participer, les candidates doivent être âgées entre 18 et 25 ans, avoir pratiqué des jeux d'expression, avoir une présence artistique et du charisme, a fait savoir Sidi

Mohamed Belfadel. Le syndicat prendra en charge la formation des trois premières lauréates dans le domaine de la représentation théâtrale et cinématographique, a-t-il ajouté.

Concernant les modalités de participation au concours, les candidates doivent envoyer, par vidéo, leur curriculum vitae (CV), avec interprétation d'une scène cinématographique et théâtrale, via un courrier électronique.

Le but de l'initiative est la découverte de jeunes talents dans le domaine de la comédie cinématographique et théâtrale, a-t-on expliqué de même source.



26^e ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DE CHEB HASNI

Oran : des artistes et des associations commémorent l'évènement

Le milieu artistique et des associations de la société civile d'Oran ont commémoré, mardi, le 26^e anniversaire de l'assassinat du "Prince de la chanson sentimentale", Cheb Hasni, a-t-on appris des organisateurs. Un groupe d'artistes et des représentants d'associations de la société civile actif dans la capitale de l'Ouest algérien, en plus d'invités qui ont effectué le déplacement des wilayas limitrophes et d'autres plus lointaines, se sont regroupés devant le siège de l'association "Art et culture et protection du patrimoine musical oranais", organisatrice de l'évènement au niveau de la place du "1^{er} novembre" d'Oran, avant de se diriger vers le cimetière d'Aïn El Beida pour déposer une gerbe de fleurs sur la tombe du défunt et lire la "Fatiha" à sa mémoire. Les organisateurs de cet évènement ont saisi l'occasion pour mettre en exergue les qualités du défunt artiste, "un des porteurs de l'étendard de l'art oranais authentique", a-t-on souligné. Hasni Chekroune, plus connu sous le nom de "Cheb Hasni", né le 1^{er} février 1968, a été assassiné devant son domicile au quartier de "Gambetta" d'Oran le 29 septembre 1994.



ETATS-UNIS

Disney supprime 28.000 emplois aux Etats-Unis à cause de la pandémie

Le géant des divertissements Disney a annoncé mardi la suppression aux Etats-Unis de 28.000 emplois, au sein de son activité qui comprend les parcs d'attraction, les croisières, l'évènementiel et les produits dérivés, touchée de plein fouet par la crise sanitaire.

La décision vient de l'impact prolongé du Covid-19 sur nos affaires, y compris les réductions de capacité sur les sites, en lien avec la distanciation physique, et les incertitudes sur la durée de la pandémie", a expliqué le groupe dans un communiqué. D'avril à juin, le chiffre d'affaires de cette activité avait plongé de 85% sur un an, à 983 millions de dollars.

BÉLARUS

Un média influent suspendu par les autorités

Les autorités du Bélarus ont suspendu mardi, pour trois mois le site internet d'informations indépendant Tut.by, qui couvre activement le mouvement de protestation contre le président Alexandre Loukachenko. Dans un communiqué, le ministère bélarusse de l'Information a annoncé que Tut.by serait "suspendu" du 1^{er} octobre au 30 décembre. Cette arrêt provisoire survient dans le cadre d'une procédure judiciaire en cours déclenchée par le ministère pour demander la "fermeture" de ce site.

Le ministère dit avoir entamé cette procédure après le signalement par "des organes gouvernementaux (...) d'informations dont la diffusion est interdite". La nature de ces informations n'a pas été précisée. Depuis l'élection présidentielle du 9 août, le Bélarus est secoué par un mouvement de protestation contre le président Alexandre Loukachenko, dont la réélection est jugée frauduleuse par ses opposants. Des dizaines de milliers de manifestants se rassemblent désormais chaque semaine pour exiger sa démission, malgré la pression policière. Inauguré en 2000, Tut.by est le principal média indépendant au Bélarus et a déjà subi des pressions du pouvoir. Ce site est à la pointe de la couverture des dernières manifestations, diffusant de nombreuses vidéos et des images virales des rassemblements d'opposants et de la répression dont ils sont la cible.

Dans un communiqué, Tut.by a confirmé "avoir perdu à partir du 1^{er} octobre son statut de média" qui lui donnait notamment la possibilité de transmettre des informations légalement "à partir de zones de conflit ou à risque, au cours de grandes manifestations et d'événements sociétaux importants" au Bélarus.

Il a toutefois annoncé qu'il allait continuer à fonctionner "de façon habituelle en tant que site internet", ajoutant n'avoir obtenu le statut de média qu'en 2019.

Faute d'accréditation, plusieurs médias proches de l'opposition travaillent au Bélarus illégalement.

Des correspondants de médias occidentaux ont par ailleurs perdu leur accréditation depuis le début de la contestation.

En exil en Lituanie, la rivale du président Loukachenko, Svetlana Tikhanovskaia, a qualifié cette suspension de nouvelle tentative du pouvoir de "prolonger son existence".

RUSSIE - ESPACE Une fuite dans un module russe de l'ISS

L'Agence spatiale russe a fait savoir mardi que les astronautes avaient localisé une fuite d'air dans un module russe de la Station spatiale internationale, précisant cependant qu'elle ne mettait pas en danger la vie de l'équipage.

L'équipage, les cosmonautes russes Anatoli Ivanichine et Ivan Vagner ainsi que l'astronaute de la Nasa Christopher Cassidy, cherchaient l'origine de cette fuite d'air depuis le mois d'août. Il a été établi que le problème se trouve dans le module de service Zvezda, qui contient des matériels scientifiques", a indiqué dans un communiqué l'Agence spatiale russe Roscosmos. La fuite, dont l'emplacement exact reste à localiser, "n'est pas dangereuse pour la vie et la santé de l'équipage de l'ISS et n'empêche pas l'ISS de poursuivre les vols habités", a ajouté Roscosmos. Le directeur des vols habités



russes, Sergueï Krikaliov, s'est voulu rassurant dans des déclarations à la télévision, indiquant que la station spatiale perdait un peu d'air du fait de son système de purification.

"Ce qui se produit actuellement est plus important que la fuite habituelle, et bien sûr si cela dure longtemps il faut amener davantage d'air à la station", a-t-il cependant

ajouté. La Nasa a indiqué de son côté que la fuite avait semblé s'amplifier dans la nuit de lundi à mardi et que l'équipage avait été réveillé pour en rechercher l'origine. Mais il s'est avéré par la suite que l'impression d'une fuite d'air plus importante avait été causée par un changement de la température. L'équipage avait auparavant cherché en vain la fuite dans la section américaine de la station spatiale à l'aide d'un détecteur à ultrasons. En 2018, l'équipage avait découvert un trou dans la paroi d'un vaisseau Soyouz arrimé à l'ISS.

L'origine n'en avait pas été révélée.

EMIRATS - ESPACE Les Emirats annoncent le lancement d'ici 2024 d'un rover sur la Lune

Les Emirats arabes unis ont annoncé mardi le lancement d'ici 2024 d'un rover sur la Lune, le pays cherchant à développer son secteur spatial.

La fédération, composée de sept émirats, s'est lancée ces dernières années dans l'exploration spatiale.

En septembre 2019, Hazza al-Mansouri fut le premier Emirati à être envoyé dans l'espace, à bord d'une fusée Soyouz, et le premier citoyen arabe à séjourner dans la Station spatiale internationale (ISS).

En juillet dernier, les Emirats ont lancé la première mission spatiale arabe, dénommée "Espoir", vers Mars.

Ce pays du Golfe vise désormais la Lune, selon le vice-président émirati et émir de Dubaï, cheikh Mohammed ben Rachid al-Maktoum. "Nous avons lancé un projet émirati pour explorer la Lune", a-t-il écrit mardi sur Twitter. "Ce sera un rover lunaire de fabrication émirati qui atterrira sur la surface de la Lune d'ici 2024." Cheikh Mohammed a également indiqué que l'astromobile -dénommé "Rachid" en hommage à son père, réputé pour avoir modernisé Dubaï- couvrira des "endroits qui n'ont pas encore été atteints lors de missions d'exploration précédentes".

Ce projet est inédit pour les Emirats et sera le premier voyage sur la Lune entrepris par un pays arabe.

Selon cheikh Mohammed, cette mission fait partie de la stratégie spatiale du pays pour développer de nouvelles capacités scientifiques.

Le bureau des médias de Dubaï a indiqué que le lancement de ce rover de 10 kg entrerait également dans le cadre des efforts pour construire une première colonie sur Mars en 2117. L'un des projets les plus ambitieux des Emirats.

APS

ROYAUME-UNI Le groupe Nokia arrache le contrat de déploiement de la 5G

L'équipementier télécoms finlandais Nokia va devenir le principal fournisseur du réseau 5G de l'opérateur BT au Royaume-Uni, ont annoncé les deux groupes mardi, le premier contrat de Nokia dans le pays depuis l'exclusion de Huawei du réseau 5G britannique. Selon les termes de l'accord annoncé, le groupe Nokia fournira des stations de base et d'autres équipements de réseau pour permettre aux clients de BT d'accéder à l'internet 5G très haut débit. Des équipements Nokia seront également

installés dans les réseaux 2G et 4G existants. Nokia ne va pas remplacer l'ensemble des équipements Huawei dans la 5G, a précisé BT indiquant que d'autres contrats allaient être annoncés, en particulier avec un autre fournisseur non dévoilé. "Avec cette nouvelle étape de notre relation fructueuse avec Nokia, nous continuerons à mener le déploiement des réseaux fixes et mobiles afin d'offrir des expériences hors du commun aux clients", a déclaré Philip Jansen, PDG de BT, cité dans le commu-

niqué. Le Premier ministre Boris Johnson avait annoncé en juillet dernier qu'il allait interdire du réseau 5G britannique tout équipement produit par le groupe chinois Huawei, en raison d'un prétendu "risque pour la sécurité du pays". Les deux principaux concurrents de Huawei sur le marché de la 5G, Nokia et le Suédois Ericsson, s'étaient dit prêts à prendre la place du groupe chinois sur le sol britannique.

Le montant du contrat annoncé mardi n'a pas été communiqué.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE WILAYA DE LAGHOUAT DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales

Numéro de l'opération : P/102/2019/134/979
Programme : Caisse de Solidarité et De Garantie Des Collectivités Local
Intitulé de l'opération : étude adaptation, réalisation

et équipements De 06 piscines de proximités au niveau des communes de : Oued m'zi, Taouiala, Elhouita, Hadj el mechri, Sebtag et Elkhang

La Direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya de Laghouat lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales comme suite:

SITE	LOTS	QUALIFICATION	LIEUX DE RETRAIT DES CAHIERS DES CHARGES	DELAIS	OUVERTURE
Commune De Sebtag	Lot N° 05 : réalisation piscine de proximité à la commune de Sebtag	III (trois) et plus principale ou secondaire bâtiment	Siège de la direction de la jeunesse et des sports wilaya de Laghouat Cité oasis Nord LAGHOUAT	21 jours à 10H00 mins	10H30mins

Les entreprises intéressées par le présent Avis, peuvent retirer les cahiers des charges comme indiquée ci-dessus.

L'offre est présentée sous enveloppe principale Scellée ne comportant aucune inscription extérieure autre que

« Soumission à ne pas ouvrir » « Lots

..... » Et L'adresse du Maître D'ouvrage. En application des dispositions de l'article 67 du décret présidentiel n°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

1.-Le dossier de candidature contient :

- la déclaration de candidature selon le modèle ci-joint
- la déclaration de probité
- les statuts pour les sociétés
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
- le certificat de qualification et de classification professionnelle
- l'attestation de dépôt des comptes sociaux pour les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale de droit algérien
- le numéro d'identification fiscale (NIF) ; pour les soumissionnaires

- l'extrait du casier judiciaire du soumissionnaire
- le registre de commerce électronique.
- les bilans financiers (visé par les services des impôts)
- les références bancaires
- les moyens humains avec les pièces justificatives notamment les diplômes et les attestations d'affiliations CNAS ou la CACOBATH
- moyens matériels avec les pièces justificatives notamment les factures d'achat et les cartes grises
- les attestations fiscales et d'organisme de sécurité (CNAS-CASNOS-CACOBATH- extrait de rôle et carte d'immatriculation fiscale)

2. L'offre technique contient :

- Une déclaration à souscrire ;
- tout document permettant d'évaluer l'offre technique: une mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public ;
- une caution de soumission établie dans les conditions fixées à l'article 125 du décret suscité ;
- le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

3. L'offre financière contient

- la lettre de soumission ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;

-le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;

En application des dispositions de l'article 69 du décret présidentiel n°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics, Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché. Si les documents précités ne sont pas remis dans le délai requis ou s'il s'avère après leur remise qu'ils comportent des informations non conformes à celles figurant dans la déclaration de candidature, l'offre concernée est écartée, et le service contractant reprend la procédure d'attribution du marché.

Le jour coïncident avec la date limite de dépôt des offres au siège de la direction de la jeunesse et des sports wilaya de Laghouat Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant

NB:

- Je présent avis tient lieu d'invitation des soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis.
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 111 jours.

CYCLISME / TOUR D'ITALIE

Le Gallois Geraint Thomas (Ineos) retrouve le Giro trois ans après

Le coureur gallois Geraint Thomas, meneur de l'équipe Ineos, retrouvera le Tour cycliste d'Italie à partir de samedi, en Sicile, avec la victoire comme principal objectif, trois ans après sa dernière participation.

Le Britannique de 34 ans, vainqueur du Tour de France 2018, sera en effet la figure de proue d'Ineos, dont la composante a été annoncée mercredi, avec entre autres les deux derniers champions du monde du contre-la-montre, à savoir l'Australien Rohan Dennis (2018, 2019) et l'Italien Filippo Ganna (2020).

En montagne, Thomas aura pour principal appui le Britannique Tao Geoghegan Hart, ainsi que l'Espagnol Jonathan Castroviejo, le seul du groupe à avoir couru le récent Tour de France.

«Je me sens prêt», a déclaré le Gallois, cité par son équipe. «C'est une année étrange pour tout le monde, mais c'est formidable d'avoir ce grand objectif.

Tirreno-Adriatico (2^e du classement final) s'est bien passé et le contre-la-montre des championnats du monde m'a donné un surcroît de confiance», a ajouté Thomas, quatrième du chrono des Mondiaux vendredi dernier.

Thomas n'a pas eu de réussite dans ses trois précédentes participations au Giro. S'il a joué un rôle anecdotique en deux premières fois (11^{8e} en 2008, 80^e en 2012), il a été contraint à l'abandon en 2017, quatre jours après une chute provoquée en course par une moto mal garée.

L'équipe Ineos au Tour d'Italie (3 au 25 octobre):

Geraint Thomas (GBR), Jonathan Castroviejo (ESP), Rohan Dennis (AUS), Filippo Ganna (ITA), Tao Geoghegan Hart (GBR), Jhonatan Narvaez (CRC), Salvatore Puccio (ITA), Ben Swift (GBR).

Les passages du BinckBank Tour par les Pays-Bas annulés

Les passages par les Pays-Bas du BinckBank Tour, couru depuis mardi et qui devait passer entre ce pays et la Belgique, ont été annulés en raison des nouvelles mesures prises par le gouvernement néerlandais pour lutter contre le Covid-19.

«Les organisateurs du BinckBank Tour ont appris peu après 22h00 mardi que trois municipalités par lesquelles le Tour devait partir ou arriver avaient pris la décision commune de ne pas autoriser de course cycliste sur leur périmètre», a expliqué Golazo dans un communiqué publié tard mardi soir. «La décision fait suite à de nouvelles mesures, plus restrictives, annoncées lundi par les Pays-Bas», est-il ajouté. Le gouvernement néerlandais a notamment recommandé la tenue à huis clos des compétitions sportives. Golazo a en conséquence annoncé que le contre-la-montre de mercredi, qui devait se tenir dans la ville côtière de Flessingue, était remplacé par une «journée de repos inévitable».

L'étape de jeudi, qui devait partir de Philippeville, à la frontière belgo-néerlandaise, et celle de vendredi, dont l'arrivée était prévue à Sittard-Geleen, dans le Limbourg, sont également en sursis.

«Nous recherchons des alternatives rapides», ont assuré les organisateurs. «Nous sommes bien sûr très déçus de cette décision, surtout au vu de l'heure tardive» à laquelle elle a été annoncée, a déploré le porte-parole de Golazo, Gert Van Goolen. «Nous sommes convaincus que nous avions trouvé une solution sûre et responsable d'organiser un bon BinckBank Tour, mais malheureusement cela n'a pas été entendu», a-t-il ajouté. Mardi, le Belge Jasper Philipsen (UAE-Team Emirates) a remporté à Ardoene (nord de la Belgique) la première étape de l'épreuve, qui doit se terminer samedi à Grammont, ville réputée pour son «mur», par lequel passe chaque année le Tour des Flandres.

APS

MONDIAL-2023

Maxime Adel Mermoz disposé à aider le rugby algérien, la FAR s'en réjouit

La Fédération algérienne de rugby (FAR) s'est réjouie mardi de la volonté affichée par l'ex-joueur franco-algérien Maxime Adel Mermoz à apporter son aide au rugby algérien, en prévision des prochaines échéances dont les qualifications à la Coupe du monde France-2023.

«La star franco-algérienne Maxime Adel Mermoz exprime sa volonté de contribuer au développement du rugby en Algérie», indique la FAR qui «s'en réjouit et annonce que l'ancien joueur emblématique occupera un rôle important dans notre projet de qualification à la Coupe du monde 2023».

Dans un entretien au journal français Le Parisien, Adel Mermoz avait souligné qu'il voulait «aider le rugby algérien».

«Je suis curieux de nature et quand Mourad Gherbi (vice-président de la Fédération algérienne) m'a parlé du projet de développer le rugby algérien, ça m'a tout de suite intéressé», a déclaré l'ancien international des «Bleus», qui vient d'annoncer sa retraite et «qui va s'engager comme dirigeant auprès de la sélection algérienne, le pays de sa mère», écrit le journal.

Mondial-2023 : Mermoz dirigeant ou joueur avec l'Algérie ?

Maxime Mermoz, 35 sélections avec le XV de France,



pourrait bien disputer la Coupe du monde 2023 avec l'Algérie. La Fédération algérienne aurait entamé les démarches auprès de World Rugby pour tenter de qualifier le joueur, qui possède la double nationalité.

«Il y a une possibilité : sans aucune sélection pendant six ans, et en passant par le VII Olympique, un joueur peut jouer pour une autre sélection», soutient Mourad Gherbi.

L'équipe nationale algérienne, relancée en 2017, n'est qu'à deux matchs d'une qualification pour la Coupe du monde 2023. Quoi qu'il arrive, Mermoz sera là.

«Si ce n'est pas sur le terrain, ce sera en dehors», confie-t-il. Dans un premier temps, il va s'engager en tant que dirigeant en étant chargé de convaincre les nombreux

joueurs de Top 14 et de Pro D2 aux origines algériennes de rejoindre la sélection. Certains ont déjà franchi le pas (Best, Hamadache, Hireche).

«Je veux surtout aider le rugby algérien à se développer. Je participerai aussi à certains entraînements, pour mieux sentir les choses, partager davantage avec eux», a déclaré Mermoz, l'ancien Toulousain, Perpignanais et Toulonnais.

HAND / MONDIAL-2021 - SÉLECTION ALGÉRIENNE

Portes : «On espère réussir une participation honorable»

La sélection algérienne de handball, de nouveau qualifiée à une phase finale de Championnat du monde après six ans d'absence, «espère réussir une participation honorable» au Mondial-2021 qui se déroulera du 13 au 31 janvier en Egypte, a indiqué le sélectionneur Alain Portes.

«La concurrence sera probablement très rude, surtout pour la sélection algérienne, qui n'a plus pris part à ce rendez-vous planétaire depuis six ans.

Mais nous sommes très fiers de figurer parmi les actuelles meilleures nations du monde et nous sommes déterminés à réussir une participation honorable», a-t-il déclaré au site officiel du tournoi.

La sélection algérienne avait décroché son billet pour cette 27^e édition du Championnat du monde de handball, en obtenant la troisième place au Championnat d'Afrique 2020 disputé en Tunisie.

Ce sera sa 15^e participation à une phase finale de Championnat du monde, et dont la meilleure a été incontestablement celle de 2001, en France, lorsque les «Verts» avaient obtenu la 13^e place.

«Le tirage au sort nous a placés dans un groupe difficile, notamment en présence du Portugal et de l'Islande.

C'est donc pour cela que nous sommes déterminés à faire le maximum pour remporter notre premier match contre

le Maroc, avant d'essayer de créer la surprise lors des duels suivants», a poursuivi le Français, qui a pris les commandes techniques du Sept national en 2019.

«Notre troisième place en Tunisie a été une très bonne chose dans la quête de renouveau, et on espérait continuer à travailler sur cette bonne dynamique pour atteindre un meilleur niveau de compétition et être ainsi mieux armés pour relever le défi au Mondial égyptien.

Malheureusement, la pandémie du nouveau coronavirus a freiné notre élan, ce qui est bien dommage», a-t-il regretté.

Un retard avéré sur le plan de la préparation, que Portes espère compenser en comptant essentiellement sur des joueurs expérimentés, tout en injectant un peu de sang neuf au groupe.

Toujours dans la même perspective, et pour bien peaufiner la préparation de ce Mondial-2021, la sélection algérienne disputera quelques matchs amicaux en Tunisie et en Pologne.

Le staff technique national compte profiter également de la trêve internationale pour regrouper les joueurs professionnels et essayer de renforcer les liens de cohésion et de solidarité avec les locaux. Pour la première fois de l'histoire, le Championnat du monde de handball sera marqué par la présence de 32

nations et, selon Portes, «l'Algérie s'est fixée comme objectif de passer au deuxième tour, ou tout au moins, décrocher le meilleur classement possible».

Une manière de rectifier le tir après le parcours catastrophique de 2015, pendant lequel les «Verts» avaient terminé à la dernière place.

Le technicien français a conclu en assurant que l'Algérie essaiera de se préparer du mieux qu'elle peut, pour réussir une participation honorable.

«Les joueurs sont parfaitement conscients de ce qui les attend et ils sont motivés.

Mais ils ont besoin de se sentir en confiance et c'est pour cela qu'ils doivent être soutenus, particulièrement sur le plan psychologique», a préconisé Portes, à désormais quelques mois du coup d'envoi de la phase finale de ce Mondial égyptien. La sélection algérienne a hérité du groupe F du Mondial-2021.

Elle débuttera contre le Maroc le 14 janvier, avant de défier l'Islande le 16 du même mois, puis le Portugal, deux jours plus tard, le 18 janvier.

Après plus de six mois d'arrêt en raison de la pandémie de coronavirus, l'équipe nationale de handball a repris du service dernièrement et bouclé son premier stage lundi, à Annaba.

TENNIS / FÉDÉRATION ALGÉRIENNE

L'AGO reprogrammée pour samedi à Alger

L'Assemblée générale ordinaire (AGO) de la Fédération algérienne de tennis (FAT), initialement prévue le 26 septembre mais reportée faute de quorum, se tiendra finalement samedi à la salle de conférences du stade 5-Juillet (Alger). «L'AGO aura lieu samedi prochain à partir de 09h30. A l'issue de cette AGO, un point de presse sera animé par le président de

l'instance fédérale par intérim, Mohamed Lazar», a écrit la FAT dans un communiqué, précisant que «les travaux de cette AGO ne seront ouverts qu'aux membres statutaires».

Seuls 14 membres avaient répondu samedi dernier présent sur les 34 qui composent l'AG, en dépit des invitations adressées par la FAT. «Un seul point était à l'ordre du jour de cette AGO, à savoir

l'adoption ou le rejet des bilans moral et financier de l'exercice 2019, mais des membres ont voulu changer et passer à une assemblée extraordinaire».

Plusieurs ont refusé cette idée, avait déclaré à la presse le président de la FAT par intérim, Mohamed Lazar, sachant que certains membres ont demandé de trancher la situation du président élu

Mohamed Bessaad, «suspendu temporairement» fin 2019 par l'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, Raouf Salim Bernaoui, pour «mauvaise gestion». Pour rappeler, la FAT a connu une année 2020 compliquée où trois présidents se sont succédés pour assurer l'intérim. Il s'agit de Boualem Hadj-Alli, Mohamed Dahmani et Mohamed Lazar.

LIGUE 1

Addadi (JS Kabylie) rejoint le MC Alger pour deux saisons

Le milieu de terrain Taoufik Addadi a signé mardi pour les deux prochaines saisons pour le MC Alger en provenance de la JS Kabylie, a annoncé le club algérois de football.

"La direction du MC Alger annonce avoir signé avec le milieu de terrain Taoufik Addadi pour deux saisons.

Il était libre de tout contrat", a écrit le club de Ligue 1 sur les réseaux sociaux.

Addadi, 30 ans le 7 octobre prochain, venait d'obtenir sa lettre de libération après avoir saisi la Chambre nationale de résolution des litiges (CNLR) pour un différend avec les "Canaris".

L'ancien joueur de l'Olympique Médéa est la sixième recrue estivale du "Doyen" et la troisième venue de la JSK, après le défenseur Nabil Saâdou et le gardien de but Abdelkadir Salhi. Les autres nouveaux joueurs sont le dé-



fenseur central Mouad Haddad (ex-JSM Skikda), le milieu de terrain ivoirien Isla Daoudi Diomandé (ex-ES Sétif) et l'attaquant Abdelhak Abdelhafid (ex-MC Oran).

LIGUE 1 / MC ORAN

L'entame de la préparation d'intersaison retardée

Le nouvel entraîneur du MC Oran, Bernard Casoni, a été dans l'obligation de retarder le coup d'envoi de la préparation d'intersaison, pour des "raisons organisationnelles", a-t-on appris mardi de ce club de Ligue 1 de football.

Depuis dimanche à Oran, qu'il a ralliée après une semaine de confinement sanitaire à Alger, le technicien français s'est réuni lundi avec le président du MCO, Tayeb Mahiaoui, en poste depuis août dernier, pour arrêter le programme de préparation des "Hamraoua", a-t-on précisé de même source.

Ledit programme comporte, entre autres, un premier stage à effectuer à

Mostaganem ou Tlemcen, a-t-on fait savoir. Mais avant cela, il appartient au nouveau coach de la formation phare de la capitale de l'Ouest du pays de se fixer sur l'effectif qui sera appelé à défendre les couleurs du club la saison prochaine, dont le coup d'envoi est prévu pour le 20 novembre.

Ne disposant que de 27 licences, Casoni, qui a eu deux passages au MC Alger, sera dans l'obligation de dégraisser son effectif composé jusque-là de 30 éléments, dont 15 recrutés cet été.

A ce propos, le coach français n'a pas encore voulu s'exprimer, préférant voir à l'oeuvre l'effectif mis à sa disposition

avant de trancher les noms des joueurs devant quitter le navire.

Dans le même registre, l'ancien défenseur international français a fait signer un jeune défenseur ivoirien au nom de Landry Houssou.

Agé de 20 ans, il bénéficiera néanmoins d'une licence espoir, ce qui constitue un souci de moins pour la direction du club dans la distribution des licences réservées à l'équipe première.

Ayant aussi émis le voeu de faire venir un autre joueur étranger, en l'occurrence le Guinéen Bangoura, Casoni a fini par se raviser, informe-t-on encore de même source.

USM ALGER

«On m'a notifié ma fin de fonctions sans aucune explication» (DG)

Le Directeur général de la SSPA/USM Alger, Abdelghani Hadi, a été relevé de ses fonctions "sans recevoir aucune explication" des dirigeants du club, après moins de cinq mois de collaboration, a indiqué mardi le concerné.

"Contre toute attente, on m'a notifié hier (lundi) la décision de fin de fonctions, à partir du 1^{er} octobre, sans aucune explication.

J'ai demandé à rencontrer le P-dg (Achour Djelloul, ndr), en vain. J'ai déduit qu'il

ne voulait pas me recevoir", a déclaré Abdelghani Hadi à l'APS.

Ce dernier s'est dit "surpris" par cette décision, car intervenue après à peine quatre mois et demi seulement de travail en tant que DG de la SSPA/USMA.

"Officiellement, il n'y a aucun grief retenu contre moi.

Je ne sais pas ce qu'on me reproche. C'est le flou total.

J'aurais aimé que le club communique sur ses différents supports, pour mettre

un terme à la spéculation concernant mon limogeage", a-t-il ajouté.

Abdelghani Hadi a été désigné comme DG de la SSPA/USMA le 17 mai dernier, à l'occasion de la venue de Serport, désormais actionnaire majoritaire du club usmiste.

"En toute modestie, j'estime avoir fait du bon travail. Ce n'est plus l'USMA d'avant.

Il y a à peine un mois le Conseil d'administration s'est réuni et les membres ont

adopté la politique sportive et administrative présentée. Je ne sais pas ce qui s'est passé depuis.

Le document ne peut pas être bon il y a un mois et mauvais maintenant en l'espace de 30 jours", a-t-il pesté.

Avant de conclure : "Je pars la conscience tranquille. Je vais essayer de ne retenir que le bon de mon passage à l'USMA où on formait une vraie famille. Mais je n'aurais pas aimé que ça se termine de cette façon".

LIGUE 1/WA TLEMCCEN

50 millions DA bientôt dans les caisses pour lancer la préparation d'intersaison

Une enveloppe financière de l'ordre de 50 millions de dinars devrait être débloquée dans les prochains jours au profit du WA Tlemcen pour lui permettre de lancer les préparatifs de la nouvelle saison footballistique, a-t-on appris mercredi de la direction du nouveau promu en Ligue 1. Il s'agit d'une bouffée d'oxygène qui intervient "dans un moment crucial" que traverse le club, selon son président, Nacereddine Souleyman, saluant au passage l'apport du wali "qui s'est montré attentif à nos doléances en parvenant à mettre à notre disposition cette somme d'argent émanant des fonds de la wilaya et de certains opérateurs

économiques de la ville", a-t-il souligné. Le déblocage, "partiel soit-il", de la situation financière du club de l'Ouest du pays lui permettra de régler ses dettes envers ses joueurs, anciens et nouveaux, et surtout lever l'interdiction de recrutement dont il fait l'objet sur décision de la Chambre nationale de résolution des litiges (CNLR), a encore précisé le même responsable. D'ailleurs, c'est à cause de ces problèmes financiers que les "Zianides" ont reporté l'entame de la préparation d'intersaison jusqu'au 3 octobre prochain. Le staff technique, que dirige Aziz Abbès, dont le contrat devrait être prolongé dans les prochains

jours, a programmé un premier stage d'intersaison au niveau de l'hôtel relevant du complexe sportif de Tlemcen Akid-Lotfi. Ce regroupement d'une dizaine de jours débutera à la mi-octobre, a rappelé le président du WAT. A propos du recrutement, l'opération touche à sa fin, après l'engagement de sept nouveaux joueurs, à savoir Belalam (Olympique Médéa), Amiri (RC Arbaâ), Ibouzen (AS Ain M'lila), Bencheikh-Belaribi (ASM Oran), Zenasni (JSM Béjaïa), Aïch (USM Bel-Abbès) et Benamrane (ASO Chlef). "Il nous reste à recruter un défenseur pour clore ce dossier", a indiqué Nacereddine Souleyman.

LIGUE 1/WA TLEMCCEN

La reprise des entraînements reportée au 3 octobre

Le WA Tlemcen, nouveau promu en Ligue 1 de football, débutera finalement la préparation d'intersaison le 3 octobre prochain alors qu'elle était programmée initialement pour le 1^{er} du même mois, a-t-on appris mardi du président de ce club.

Un premier stage d'une dizaine de jours est prévu à Tlemcen, plus précisément au niveau de l'hôtel relevant du complexe sportif Akid-Lotfi, a indiqué à l'APS, Nacereddine Souleyman.

En attendant, la direction du club est sur le point d'achever son opération de recrutement après avoir engagé jusque-là Belalam (Olympique Médéa), Amiri (RC Arbaâ), Ibouzen (AS Ain M'lila), Bencheikh-Belaribi (ASM Oran), Zenasni (JSM Béjaïa), Aïch (USM Bel-Abbès) et Benamrane (ASO Chlef). Selon Nacereddine Souleyman toujours, la formation des "Zianides" ne compte pas se contenter de ces joueurs, car elle a également entrepris des contacts avec d'autres éléments, à l'image de Kheiraoui (USM Alger), Sidhoum et Khat (NA Hussein Dey).

Dans le même registre, la direction du WAT a promu trois jeunes de la réserve en équipe première, que sont le gardien de but Bendadou et les deux joueurs de champ, Smahi et Benhmida.

Faisant face à des problèmes financiers "énormes", la direction du WAT n'entend pas offrir des salaires dépassant les 800.000 DA à ses nouvelles recrues, a encore réitéré le président du club.

Le WAT, qui retrouve l'élite après sept ans d'absence, a renouvelé sa confiance à l'entraîneur Aziz Abbès, auteur d'une deuxième accession de suite en Ligue 1. Il avait réalisé le même exploit une saison auparavant avec le NC Magra, rappelle-t-on.

PREMIER LEAGUE ANGLAISE

Ross Barkley (Chelsea) prêté pour une saison à Aston Villa

Le milieu offensif international anglais de Chelsea, Ross Barkley a été prêté pour une saison à Aston Villa, ont annoncé mercredi les deux clubs.

Le joueur de 26 ans, qui compte 33 sélections, était confronté à une rude concurrence chez les Blues, surtout avec l'arrivée cet été d'Hakim Ziyech et de Kai Havertz, alors que l'effectif comptait déjà plusieurs joueurs de renom, comme Mason Mount et Christian Pulisic.

Avec l'Euro-2020, prévu l'été prochain après son report d'un an en raison de la pandémie de nouveau coronavirus, Barkley avait besoin de s'assurer un certain volume de temps de jeu, pour espérer être sélectionné avec l'Angleterre, d'où sa décision de changer d'air.

Il va ainsi renforcer l'effectif d'une équipe qui s'est maintenue en extrême de la saison passée, mais qui a démarré sa saison 2020/2021 par deux victoires en championnat.

Milieu offensif formé à Everton, où il a fait ses débuts professionnels à 18 ans, Barkley était arrivé en janvier 2018 à Chelsea, avec qui il a disputé 86 matches, inscrivant 11 buts.

Il pourrait débiter en championnat dimanche face à Liverpool, une perspective qui a de quoi ravir tout ancien Toffee.

LIGUE DES CHAMPIONS Kiev et l'Olympiakos qualifiés pour la phase de groupes



Le Dynamo Kiev et l'Olympiakos ont arraché leur qualification mardi pour la phase de groupes de la prochaine Ligue des champions, aux dépens respectivement des Belges de La Gantoise et des Chypriotes de Nicosie.

Les Ukrainiens étaient allés gagner la semaine dernière en Belgique (2-1) et ils n'ont eu aucun mal à récideriver (3-0) à domicile. L'Olympiakos a assuré un modeste 0-0 à Chypre, largement suffisant pour se qualifier après avoir gagné le match aller au Pirée (2-0).

Ces matches concernaient indirectement l'Olympique de Marseille, en fonction des coefficients UEFA des clubs engagés dans ces barrages et susceptibles de repousser l'OM dans le chapeau 4, jeudi, lors du tirage au sort de la phase de groupes de l'édition 2020-21.

Pour que l'OM soit placé dans le chapeau 3, il faudrait que deux des trois favoris (Olympiakos, Salzbourg, Krasnodar), tous vainqueurs au match aller, soient éliminés au match retour. Les Grecs se sont qualifiés ce soir, les Autrichiens et les Russes joueront mercredi soir.

Les résultats des barrages de C1 mardi:

Omonia Nicosie (CYP) - (+) Olympiakos (GRE) 0-0 (aller: 0-2) (+) Ferencvaros (HUN) - Molde (NOR) 0-0 (aller: 3-3) (+) Dynamo Kiev (UKR) - La Gantoise (BEL) 3-0 (aller: 2-1) (+) club qualifié pour la phase de groupes de la C1.

ALLEMAGNE Bibiana Steinhaus, seule femme arbitre de Bundesliga, dirigera la Supercoupe

Bibiana Steinhaus, la seule femme arbitre de champ de Bundesliga, dirigera mercredi soir la Supercoupe entre le Bayern Munich et Dortmund, a annoncé la Fédération allemande (DFB).

Steinhaus, 41 ans, sera la première femme de cette compétition annuelle qui oppose le vainqueur du championnat à celui de la coupe ou, en cas de doublé comme cette année, le vainqueur du championnat à son dauphin de la saison précédente. Elle fut la première femme au monde à devenir arbitre centrale de première division d'un grand championnat, en 2017-2018.



SAINT-ETIENNE Wesley Fofana à Leicester



Le défenseur français Wesley Fofana, 19 ans, va quitter Saint-Etienne pour rejoindre le club anglais de Leicester, a annoncé mardi le club français.

Les deux formations se seraient entendues sur une somme de 40 millions d'euros environ, dont 5 MEUR de bonus, selon la presse spécialisée, un record pour Saint-Etienne.

Le transfert ne sera officialisé qu'après la traditionnelle visite médicale que Fofana (19 ans) devrait passer mercredi

avant de signer un contrat de cinq ans. Wesley Fofana, originaire de la région marseillaise (sud), a été formé à Saint-Etienne où il était arrivé en 2015. Wesley Fofana a joué la saison dernière 14 matches de Ligue 1 (quatre pour 2020-2021) et six en coupe de France dont la finale, deux en coupe de la Ligue et deux en Ligue Europa.

"A seulement 19 ans, il est considéré comme l'un des plus grands talents français de sa génération", dit Saint-Etienne dans son communiqué.

ATLETICO MADRID Suarez et Diego Costa "peuvent jouer ensemble", assure Simeone

L'entraîneur de l'Atletico Madrid Diego Simeone s'est dit convaincu mardi que ses deux attaquants Luis Suarez et Diego Costa pouvaient "jouer ensemble", louant au passage la bonne intégration de l'Uruguayen arrivé le 25 septembre.

"Bien sûr qu'ils peuvent jouer ensemble.

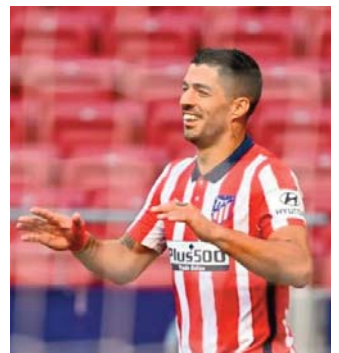
L'important est que tous les deux nous apportent leur fougue", a déclaré Simeone en conférence de presse, à propos des deux joueurs au fort tempérament mais qui n'ont pas le même profil.

"Ils sont différents, Diego est plus un joueur de côté qui offre beaucoup de décalages", a expliqué Simeone. "Suarez est plus un joueur de petits espaces et

de surface, avec un bon jeu dos au but", a ajouté le technicien argentin, ravi de l'attitude de l'attaquant uruguayen depuis son arrivée vendredi dernier.

Luis Suarez a réussi ses débuts avec "Atléti" dimanche au stade Metropolitano face à Grenade en inscrivant un doublé (6-1) après être entré en fin de match à la place de Diego Costa.

"Nous vivons avec lui depuis qu'il est arrivé. Il a une très grande humilité pour un joueur de son rang et de son histoire. Il est venu avec l'humilité et le désir de montrer à quel point il peut être important sur le terrain et dans la vie du groupe", a souligné "El Cholo" à la veille du match de Liga contre Huesca.



ANGLETERRE Thiago Alcantara testé positif au coronavirus

Le nouveau milieu de terrain espagnol sociétaire de Liverpool, Thiago Alcantara, a été testé positif au coronavirus, a annoncé mardi le club champion d'Angleterre.

Le joueur, âgé de 29 ans, n'a pas joué lundi soir contre Arsenal (3-1) et "il est actuellement isolé pendant la période requise", conformément aux protocoles sanitaires de la Premier League, a précisé le club qui va "continuer à suivre tous les protocoles liés au Covid-19".

L'international espagnol, qui a fait des débuts le 20 septembre sous le maillot des Reds contre Chelsea (2-0), va donc manquer l'autre match de la semaine contre les Gunners, jeudi en Coupe de la Ligue, ainsi que le déplacement à Aston Villa dimanche en championnat.

Il pourrait être de retour pour le derby de la Mersey, le 17 octobre contre Everton.



La Premier League a annoncé lundi que 10 joueurs ou membres de l'encadrement de ses 20 clubs avaient été testés positifs au Covid-19 la semaine dernière,

soit le plus grand nombre de cas d'infections depuis que le programme de tests est devenu systématique, en mai dernier.

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية الجزائر
المقاطعة الإدارية بوزريعة
بلدية بن عكنون
رقم: 01/10/2020

إعلان عن فتح تحقيق الملائمة وعدم الملائمة

بعلن السيد رئيس المجلس الشعبي لبلدية بن عكنون عن فتح تحقيق الملائمة وعدم الملائمة حول إنشاء نشاط من نوع قاعة ألعاب تحت الملائمة GAMER CLUB لجمعية الترفيه والتسلية GAMER CLUB للتجارة بالمحل التجاري بالمركز التجاري لتوزيع سياتر حتى أخص محيوز قسم 14 مجموعة ملكية 12 الطابق الرابع ويحمل الصفة رقم 32 بن عكنون و المستعمل من طرف السيد حاج علي يوسف.

و عليه كل المواطنين الساكنين في محور المكان المذكور والراغبين في إيداع رايهم، مدعون للتقدم من مكتب الشؤون الاقتصادية للبلدية أين ووسع محفل لهذا الغرض تحت تصرفهم ابتداء من تاريخ صدور هذا الإعلان في الصحافة الوطنية ولمدة خمسة عشر (15) يوما.

التوقيع: *Secour*
الي غاية
البتاء من

DK NEWS 01/10/2020

Kolasinac arrive à Leverkusen

Barré par Kieran Tierney, Sead Kolasinac (27 ans, 1 match en Premier League cette saison) s'apprête à quitter Arsenal. Selon la presse anglaise, le latéral gauche bosnien va rapidement s'engager en faveur du Bayer Leverkusen, qui est parvenu à convaincre la formation londonienne avec un chèque de 11 millions d'euros plus quelques bonus. L'officialisation du retour de l'ancien joueur de Schalke 04 en Allemagne devrait survenir dans les heures à venir.



LE BAYERN SONGERAIT À THOMAS LEMAR

La direction du Bayern Munich aurait coché le nom d'un milieu de terrain offensif français dans ces derniers jours du mercato estival. Le club allemand penserait à Thomas Lemar, ailier de l'Atlético Madrid, selon les informations du quotidien Bild.

Nos confrères croient savoir que le dernier vainqueur de la Ligue des Champions apprécierait le champion du monde 2018 pour sa polyvalence. Pour Theure, le Bayern Munich n'aurait formulé aucune offre concrète pour l'ex-Caennais. Recruté durant l'été 2018 par les Colchonereros pour la somme de 70 millions d'euros, le footballeur de 24 ans n'a pas encore justifié le juteux investissement effectué par le pensionnaire du Wanda Metropolitano.

Sous contrat jusqu'en juin 2023, Thomas Lemar est entré en jeu le weekend dernier face à Grenade (6-1, 3e journée de Liga) et ne fait pas partie des cadres de Diego Simeone.

LE PSG S'ATTAQUE À DIEGO COSTA !

En quête d'un nouvel attaquant de pointe, pour remplacer Edinson Cavani et Eric Maxim Choupo-Moting partis, le PSG étudierait la possibilité de signer Diego Costa !

La fin de mercato risque d'être animée du côté du Paris Saint-Germain ! Avec seulement Alessandro Florenzi comme recrue, l'effectif du vice-champion d'Europe est encore loin d'être bouclé et Leonardo a du pain sur la planche. En quête d'un défenseur central et d'un milieu de terrain, le directeur sportif brésilien travaille, aussi, sur le recrutement d'un attaquant de pointe pour jouer le rôle de doublure de Mauro Icardi. Et un nouveau nom se détache d'après la presse espagnole : Diego Costa. D'après AS, le PSG étudie la possibilité de signer l'actuel buteur de l'Atlético Madrid (31 ans), qui pourrait être libéré de sa dernière année de contrat. L'an passé, l'ancien de Chelsea a inscrit 5 buts et délivré 4 passes décisives en 23 matchs de Liga. De leur côté, les Colchonereros, qui ont déjà signé Luis Suarez (auteur d'un doublé ce week-end), auraient plusieurs idées pour remplacer Diego Costa, dont Edinson Cavani ! Si le Matador n'est pas l'unique piste en attaque, l'Uruguayen pourrait signer à l'Atlético dès que le départ de Costa sera finalisé.

L'agent de Van de Beek peste déjà

Recruté pour près de 40 millions d'euros, le milieu Donny van de Beek (23 ans, 2 apparitions et 1 but en Premier League cette saison) n'a toujours pas débuté le moindre match avec Manchester United. De quoi irriter très sérieusement son agent. "Remplaçant, je n'aime pas du tout ça, a expliqué Sjaak Swart pour VoetbalPrimeur. L'homme d'affaires est notamment revenu sur la victoire miraculeuse contre Brighton (3-2). Normalement, ils auraient dû perdre 7-1. Brighton a frappé le poteau et la barre cinq fois. Ils ont une belle équipe, mais cela ne devrait pas arriver à Manchester United."

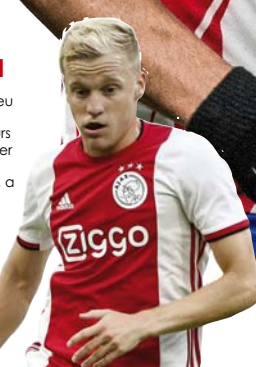


CUISANCE ARRIVE À LEEDS

En manque de temps de jeu, Mickaël Cuisance (21 ans, 1 apparition en Bundesliga cette saison) va quitter le Bayern Munich, une saison après son arrivée. Selon la presse anglaise, le milieu de terrain français va bien filer du côté de Leeds, où Marcelo Bielsa le désire absolument. L'ancien joueur du Borussia Mönchengladbach va rapporter 20 millions d'euros à la formation allemande, qui disposera d'une clause de rachat pour le récupérer à l'avenir.

MAN UNITED DISCUTERAIENT AVEC CAVANI

Manchester United viserait le recrutement d'un attaquant avant la fin du mercato estival, fixée au 5 octobre. Pour se renforcer à ce poste, le club mancunien aurait des vues sur Edinson Cavani (33 ans). Si l'on en croit les informations du Daily Mail, les Red Devils seraient en pourparlers avec l'avant-centre uruguayen, qui continue de se chercher un point de chute depuis son départ du Paris Saint-Germain. Si elle n'aura pas à déboursier le moindre centime, la formation anglaise devra s'aligner sur les prétentions salariales du natif de Salto, également ciblé par l'Atlético Madrid. Edinson Cavani ne constituerait pas le seul profil ciblé par Manchester United, qui viserait également l'attaquant serbe du Real Madrid Luka Jovic selon le Daily Mail et Sky Italia. Titularisé le weekend dernier sur le terrain de Betis Séville (3-2, 3e journée de Liga), l'ancien footballeur de l'Eintracht Francfort est lié jusqu'en juin 2025 avec la Casa Blanca.



KOWEÏT

Décès de l'émir cheikh Sabah al-Ahmad al-Sabah

L'émir du Koweït, cheikh Sabah al-Ahmad al-Sabah, est mort mardi à 91 ans, a annoncé le palais royal. "C'est avec une grande tristesse et un grand chagrin que nous pleurons (...) la mort de cheikh Sabah al-Ahmad al-Jaber al-Sabah, émir du Koweït",

a déclaré cheikh Ali Jarrah al-Sabah, ministre chargé des affaires royales dans un enregistrement diffusé à la télévision. Le défunt a dirigé le pays depuis 2006. Son successeur désigné est son frère, Nawaf Al-Ahmed Al-Jaber Al-Sabah, né en 1937.



Le président Tebboune met en avant ses "positions honorables" à l'égard de la nation arabo-musulmane

Suite au décès de l'émir du Koweït, cheikh Sabah al-Ahmad al-Sabah.

"Nous avons appris avec une profonde affliction le rappel à Allah de notre cher cheikh Sabah al-Ahmad al-Sabah, émir de l'Etat du Koweït frère, et face à Sa volonté ne nous pouvons que nous résigner en Lui rendant grâce pour tous ce qu'Il nous donne. Nous pleurons en la perte de ce grand homme, dé-

fenseur des valeurs authentiques de la dignité et de la noblesse arabo-musulmanes et connu par des positions de clairvoyant et sage dirigeant, jaloux de la gloire et de la grandeur des Arabes et des Musulmans, un symbole et un pilier de la nation arabo-musulmane", a écrit le président Tebboune.

Et d'ajouter: "c'est avec un énorme chagrin que nous lui faisons aujourd'hui les adieux

d'un Grand mais ses hauts faits et ses qualités continueront à briller, et pas seulement sur la terre du Koweït frère, comme un phare témoignant de tous ses efforts en faveur de la fraternité, d'attachement à des positions honorables à l'égard des questions décisives pour la nation arabo-musulmane et d'inaltérables offices pour la réunification des rangs".

"Ses efforts patients et assidus

en faveur de l'appartenance arabo-musulmane demeureront gravés à jamais dans la mémoire des générations, paix à son âme", a souligné le président de la République dans son message de condoléances. "Avec cette perte de l'un de nos grands sages, je ne peux que vous exprimer, ainsi qu'au peuple koweïtien frère, nos condoléances les plus sincères et l'expression de notre profonde sympathie et

soutien, priant Le Tout-puissant de lui accorder sa miséricorde et de le rétribuer pour tout ce qu'il a fait pour le Koweït et de la nation arabo-musulmane", a-t-il poursuivi. "Puisse Allah vous combler, ainsi que le peuple koweïtien frère, de patience et d'endurance et accueillir le défunt de notre Oumma en Son vaste paradis. A lui nous appartenons et à Lui nous retournons" a conclu le président.

PRÉSIDENTE-AUDIENCE

Le Président Tebboune reçoit les lettres de créances de nouveaux ambassadeurs

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, mercredi au siège de la Présidence de la République, les lettres de créances de plusieurs nouveaux ambassadeurs en Algérie, selon un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, ce matin lors d'une cérémonie organisée au siège de la Présidence de la République,

les lettres de créances de plusieurs nouveaux ambassadeurs en Algérie", lit-on dans le communiqué. "Il s'agit de : Son excellence, l'ambassadeur de la République démocratique fédérale d'Ethiopie, M. Nebiat Getachew Assigid. Son excellence, l'ambassadeur du Royaume des Pays-Bas, Mme Janna Van der Velde. Son excellence, l'ambassadeur de la République de France, M. François François

Gouyette. La cérémonie de présentation des lettres de créances s'est déroulée en présence du directeur de cabinet à la Présidence de la République, Noureddine Bardad-Daidj et le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum qui ont assisté aux audiences accordées successivement par le Président de la République aux ambassadeurs accrédités", conclut le communiqué.

INONDATIONS AU NIGER

L'Algérie octroie un don de 500 tentes sur instruction du Président Tebboune

L'Algérie a octroyé, sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, un don de 500 tentes à la République du Niger, afin de venir en aide aux populations sinistrées par les inondations qui ont touché récemment ce pays. Sur instruction du président de la République Abdelmadjid Tebboune, un don de 500 tentes a été octroyé à la République du Niger, afin de venir en aide aux populations sinistrées par les inondations qui ont touché récemment ce pays frère et voisin. L'acheminement de cette aide, opéré par les

moyens de l'Armée nationale populaire (ANP), s'étale sur deux jours, à raison de deux vols quotidiens. Une première tranche de 250 tentes a été remise, ce jour, le 29 septembre, par l'ambassadeur d'Algérie au Niger à la ministre nigérienne Déléguée chargée de l'Intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur, Mme Ataka Zaharatu Aboubacar, lors d'une cérémonie officielle organisée à Niamey. Les 250 tentes restantes seront livrées demain, le 30 septembre 2020. Ce don, décidé suite à une demande officielle formulée par les hautes autorités nigé-



riennes et qui intervient dans un contexte sanitaire particulièrement difficile marqué par la pandémie du Covid-19, s'inscrit dans le cadre de la solidarité tradition-

nelle algéro-nigérienne et vise à alléger les souffrances des familles affectées par ces inondations, ayant causé plusieurs pertes en vies humaines et d'importants dé-

gâts matériels. Cette aide tend, également, à contribuer à la mise en œuvre du Plan d'urgence humanitaire mis en place par le gouvernement nigérien à la suite de cette catastrophe naturelle. Ce geste traduit la solidarité et la fraternité séculaires qui ont toujours prévalu dans les relations entre les deux pays frères et voisins, unis par le sang, la culture et la géographie. Il convient de signaler, enfin, que l'Algérie est le premier pays à avoir répondu favorablement à l'appel à l'aide internationale lancée par le gouvernement nigérien à la suite de ces inondations.

L'Algérie octroie un don de 10 minibus au Niger à l'occasion de sa fête de l'indépendance

L'Algérie a octroyé un don de dix (10) minibus au Niger à l'occasion du 62e anniversaire de la proclamation de l'indépendance de ce pays voisin. La cérémonie de remise de ces minibus fabriqués en Algérie (de 23 places chacun) et accompagnés par les forces aériennes de l'Armée nationale populaire, s'est déroulée le 27 septembre 2020 à Niamey.

L'Ambassadeur d'Algérie au Niger, Ali Drouiche, a procédé à la remise des clés des 10 véhicules au ministre conseiller à la Présidence nigérienne, Abdou Lawan Marouma, Président du Comité d'organisation de la fête nationale du Niger (Diffo N'Glaa 2020), en présence de la mi-

nistre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée de l'Intégration africaine et des nigériens de l'extérieur, Ataka Zaharatu Aboubakar.

A cette occasion, M. Drouiche a loué la qualité des liens de coopération qui unissent les deux pays avant d'émettre le vœu de voir ces véhicules affectés à la couverture des besoins en mobilité des populations locales, une fois la fête du Diffo N'Glaa terminée. Pour sa part, M. Lawan Marouma a salué "le geste de l'Algérie qui témoigne de l'excellence des relations bilatérales". "Il ne saurait être autrement quand on sait l'excellence et l'exemplarité

des relations qui unissent nos deux pays frères. De part et d'autre de nos 950 kms de frontières communes se trouvent les mêmes communautés unies par des liens séculaires de fraternité, de confiance et d'entraide, face aux défis que leur impose la nature", a-t-il déclaré. Pour rappel, la fête tournante du Diffo N'Glaa du 18 décembre prochain s'inscrit dans le cadre du programme de modernisation des chefs-lieux des Régions du Niger, initié par le Président nigérien, Mahamadou Issoufou, visant à doter les capitales régionales d'équipement modernes et contribuer au bien-être des populations.

2^{ème} cargaison d'aides humanitaires au profit des familles sinistrées (MDN)

Une deuxième cargaison d'aides humanitaires de 105 tonnes au profit des familles sinistrées au Niger suite aux dernières inondations dans ce pays a été chargée mardi à bord de deux avions cargo militaires qui ont décollé de la base militaire de Boufarik, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la campagne de solidarité initiée par l'Algérie au profit du Niger suite aux dernières inondations, afin de venir en aide aux familles sinistrées, il a été procédé ce mardi 29 septembre 2020 au chargement de la deuxième cargaison d'aides humanitaires, à bord de deux avions cargo militaires depuis la Base militaire de Boufarik (1ère Région militaire)", précise le même source. "Cette opération d'acheminement, qui s'est déroulée sous la supervision de monsieur le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, comportant des tentes et des denrées alimentaires d'un poids total de 105 tonnes, constitue une occasion pour consolider les liens humains et fraternels entre les deux peuples et réaffirmer les principes de l'Algérie qui soutient indéfectiblement ses frères et amis du continent africain", souligne le communiqué. Deux avions cargo militaires, relevant des Forces aériennes, ont été chargés lundi et atterri mardi dans la matinée à l'aéroport de Niamey, à leur bord la première cargaison d'aides humanitaires, signale la même source.